

## Dritte Sitzung – Troisième séance

Mittwoch, 9. September 2015

Mercredi, 9 septembre 2015

08.00 h

14.063

### Asylgesetz. Neustrukturierung des Asylbereichs

### Loi sur l'asile. Restructuration du domaine de l'asile

#### Zweitrat – Deuxième Conseil

Ständerat/Conseil des Etats 15.06.15 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 09.09.15 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 09.09.15 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 09.09.15 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 22.09.15 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 25.09.15 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 25.09.15 (Schlussabstimmung – Vote final)

**Le président** (Rossini Stéphane, président): J'ai le plaisir de vous saluer et d'ouvrir la séance d'aujourd'hui. Conformément à l'article 14 de l'ordonnance sur l'administration du Parlement, je vous informe que le débat d'aujourd'hui sera retransmis en direct par la chaîne de télévision SRF Info.

*Antrag der Mehrheit*  
Eintreten

*Antrag der Minderheit*  
(Fehr Hans, Amaudruz, Brand, Bugnon, Graber Jean-Pierre, Joder, Rutz Gregor)  
Nichteintreten

*Antrag der Minderheit*  
(Brand, Amaudruz, Bugnon, Fehr Hans, Graber Jean-Pierre, Joder, Rutz Gregor)  
Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat mit dem Auftrag, unmittelbar Vorschläge zur sofortigen Senkung der Attraktivität und zur Verbesserung des Vollzugs vorzulegen. In der Zwischenzeit wird der Bundesrat beauftragt, Artikel 55 des Asylgesetzes (Ausnahmesituationen) anzuwenden.

*Proposition de la majorité*  
Entrer en matière

*Proposition de la minorité*  
(Fehr Hans, Amaudruz, Brand, Bugnon, Graber Jean-Pierre, Joder, Rutz Gregor)  
Ne pas entrer en matière

*Proposition de la minorité*  
(Brand, Amaudruz, Bugnon, Fehr Hans, Graber Jean-Pierre, Joder, Rutz Gregor)  
Renvoyer le projet au Conseil fédéral avec mandat de présenter des propositions visant à diminuer immédiatement l'attrait de la Suisse et à apporter sans délai des améliorations dans le domaine de l'exécution. Entre-temps, le Conseil fédéral est chargé d'appliquer l'article 55 de la loi sur l'asile (situations d'exception).

**Amarelle** Cesla (S, VD), pour l'Sa commission: Le projet de cette importante révision de la loi sur l'asile, qui vous est soumis aujourd'hui, est le résultat d'un long processus d'environ quatre ans, qui a démarré en 2011. Le Département fédéral de justice et police avait été alors chargé, par la Commission des institutions politiques du Conseil des Etats, de présenter des options nouvelles pour accélérer de manière significative les procédures d'asile, et les deux conseils ont soutenu cette orientation d'accélérer le processus en conformité avec les règles de droit.

La révision part en effet du constat simple que les procédures d'asile actuelles sont trop longues, trop coûteuses, trop inefficaces et aussi trop inhumaines. Pour parvenir à cette réforme, le Parlement a divisé le travail en trois projets distincts: le projet 3, qui a été adopté le 29 septembre 2012; le projet 1 contenant les accélérations non urgentes, qui a été adopté le 14 décembre 2012; et enfin le projet 2, qui vous est présenté aujourd'hui.

Le système d'asile étant une tâche composite entre les différents niveaux de l'Etat, la réforme s'est préparée en étroite collaboration avec les différents acteurs concernés. Ainsi, deux conférences nationales sur l'asile ont eu lieu le 21 janvier 2013 et le 28 mars 2014. C'est à l'unanimité que la cheffe du département, la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et de police, la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales et les représentants des villes et des communes ont opté pour une planification générale de la restructuration du domaine de l'asile. Cette manière de collaborer de façon constante avec les cantons est novatrice; elle s'est révélée payante. En outre, la phase test, mise en oeuvre dans le cadre de la restructuration qui a été lancée en janvier 2014, permet d'évaluer la restructuration pas par pas en matière de procédure d'asile. Cette évaluation doit permettre de tirer des enseignements progressifs.

En parallèle, le Département fédéral de justice et police a également décidé en 2012 d'une nouvelle stratégie de traitement des demandes d'asile prévoyant des procédures «fast track» pour un certain nombre de pays de provenance. Les objectifs généraux de cette révision et les principales modifications proposées par la restructuration du domaine de l'asile sont les suivantes:

- prévoir 3600 places de plus;
- accélérer les procédures et les rendre plus justes;
- centraliser les procédures, ce qui constitue un avantage pour le requérant et pour les autorités puisque, au lieu d'attendre plusieurs années dans l'incertitude, les demandeurs d'asile sauront à l'avance, dans un délai de 140 jours, si leur demande est acceptée;
- donner le droit à une procédure équitable en tant que droit fondamental, lequel s'en retrouve renforcé;
- mettre à disposition un soutien juridique permettant aux requérants qui ne sont pas coutumiers du système juridique suisse de suivre une procédure correcte et juste. La phase de test à Zurich a révélé un taux de recours contre les décisions plus bas qu'à l'accoutumée, celui-ci se situant à 15 pour cent contre 21 pour cent habituellement. L'amélioration de cette protection offerte gratuitement dès le début de la procédure d'asile contribue au respect des principes de l'Etat de droit. Par ailleurs, les requérants acceptent mieux les décisions les concernant. Autre exemple: sur 88 recours recensés, le Tribunal administratif fédéral a statué sur 64 recours dont 3 ont été approuvés.

Lors de sa séance du 15 juin 2015, le Conseil des Etats a approuvé le projet, par 35 voix contre 3 et 5 abstentions. Il a pour l'essentiel suivi le Conseil fédéral à l'exception de quelques amendements significatifs concernant les relations avec les cantons.

La Commission des institutions politiques du Conseil national a traité cette révision au cours de deux séances en juin et en août derniers. Des divergences assez fortes concernant la philosophie de cette réforme sont apparues, lesquelles ont débouché sur une cinquantaine de propositions de minorité provenant pour l'essentiel du groupe UDC. Nous

traiterons ces propositions au cours du débat structuré en cinq blocs.

La proposition de la minorité Fehr Hans vous invite à ne pas entrer en matière. Les partisans de cette proposition considèrent que cette réforme ne sert à rien en raison de l'absence de volonté politique de durcir concrètement le droit d'asile. Cette minorité de la commission appuie son argumentation sur des cas de requérants érythréens qui ne devraient pas, selon la minorité, être considérés comme des réfugiés mais comme des migrants économiques. Via la création de nouveaux centres, la restructuration pourrait en outre, selon cette minorité, provoquer un appel d'air pour les passeurs.

La majorité de la CIP considère que le modèle proposé par le Conseil fédéral constitue une base importante pour l'amélioration future du droit d'asile. Même si elle n'est pas parfaite, cette réforme s'établit sur de bonnes bases et prévoit un équilibre entre l'accélération des procédures et la protection juridique, ce qui est très important.

La majorité de la commission considère qu'il faut accélérer les procédures dans les centres, conformément aux règles de l'Etat de droit, qu'il convient d'insister sur un modèle élaboré étroitement avec les cantons, mais aussi qu'il est nécessaire de simplifier et accélérer les procédures d'approbation des plans et fournir la capacité d'hébergement nécessaire pour que la Confédération puisse traiter 60 pour cent des procédures d'asile dans un délai de 140 jours. La majorité de la commission considère en outre qu'il faut essayer de mettre en place un règlement rapide des procédures faiblement motivées.

L'évaluation globale de la phase de test opérée à Zurich depuis début 2014 est positive. La tenue de procédures rapides associées à la présence de tous les acteurs sur place constitue un facteur décisif. La durée des procédures accélérées et des procédures Dublin sont réduites de près de 30 pour cent et ont conduit à une baisse des recours, sans qu'un impact négatif sur la qualité des décisions soit constaté.

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons, par 17 voix contre 7 et 0 abstention, de rejeter la proposition de la minorité Fehr Hans.

Nous sommes également en présence de la proposition de la minorité Brand, qui vise le renvoi du projet au Conseil fédéral. Elle se base sur le fait que les données figurant dans le message sont caduques. Elle se base sur le même constat que la proposition de la minorité Fehr Hans, selon lequel la majorité des requérants d'asile sont des migrants économiques, et non des réfugiés. La question des admis provisoires n'étant pas réglée, on considère que cela devrait être fait dans le cadre de la présente révision. Par ailleurs, la protection juridique risque d'augmenter les recours, et la notion de réfugié est devenue obsolète. Il est demandé de recourir à l'article 55 de la loi sur l'asile.

La majorité de la commission considère que, pour l'instant, il ne faut pas entrer en matière sur la proposition de la minorité Brand. La commission vous propose donc, par 15 voix contre 7 et 0 abstention, de rejeter cette proposition, essentiellement pour les raisons suivantes.

Tout d'abord, la proportion importante des demandes d'asile dans les centres fédéraux est absolument essentielle, compte tenu du contexte. Il y a un large consensus avec les cantons. L'article 55 de la loi sur l'asile est destiné aux situations d'afflux massif qui ne peuvent pas être traitées dans des délais raisonnables. Aujourd'hui, nous ne sommes pas dans cette situation, puisqu'il n'y a pas de chaos de l'asile. Nous arrivons, y compris avec le phénomène saisonnier de cet été, à l'objectif de 30 000 demandes d'asile pour la fin 2015. Même la situation du Tessin, qui est certes tendue, est considérée comme étant sous contrôle.

Ensuite, a également été évoqué, le fait que la situation des admis provisoires n'est effectivement pas satisfaisante. Nous sommes en attente d'un rapport du Conseil fédéral qui doit nous parvenir d'ici à la fin de l'année.

Pour terminer, un mot du contexte général actuel. Depuis plusieurs mois, des images insoutenables des drames de

l'asile sont diffusées dans les médias et sont accompagnées d'un discours qui véhicule l'idée que l'Europe se retrouve submergée par une immigration massive. Ce discours repose, en tout cas dans le contexte suisse, pour l'essentiel sur une vision étriquée du processus qui est en train d'être mis en oeuvre avec cette réforme. Un certain nombre de chiffres connus et souvent évoqués révèlent en fait que la situation dans le domaine de l'asile en Suisse est, pour l'heure, tout à fait sous contrôle.

Alors, je vous invite à agir avec intelligence. Il est temps aujourd'hui de remettre de l'ordre dans le discours politique. Dans ce cadre, la réforme qui vous est proposée constitue une opportunité essentielle à saisir pour mieux gérer ce domaine de l'asile et pour lui donner, aussi, la hauteur qu'il mérite.

**Müller Philipp (RL, AG), für die Kommission:** Was wir heute hier diskutieren, haben wir bereits im September 2012 diskutiert, und über grosse Teile dieser Vorlage haben wir das Volk im Juni 2013 abstimmen lassen.

Worum geht es heute? Die Mehrheit der Kommission will eine Vorlage beschliessen, die im Wesentlichen Folgendes zum Inhalt hat: Beschleunigung der Asylverfahren in Zentren des Bundes, unter Einhaltung – das ist selbstverständlich – der Rechtsstaatlichkeit. Das Asylwesen ist eine Verbundaufgabe der Kantone und des Bundes. Zwei nationale Asylkonferenzen mit jeweils einer gemeinsamen Erklärung haben diese Vorlage einstimmig verabschiedet. Es geht auch um das Beschliessen eines Plangenehmigungsverfahrens, das heisst eines vereinfachten und beschleunigten Bewilligungsverfahren für Zentren des Bundes, um die notwendigen Unterbringungskapazitäten zu schaffen, damit der Bund 60 Prozent der Asylverfahren in alleiniger Zuständigkeit durchführen kann. Die raschere Abwicklung der Verfahren führt dazu, dass viel weniger unbegründete Asylgesuche gestellt werden. Das ist der eigentliche Schlüssel zum Erfolg eines Verfahrens, auch im Bereich des Vollzugs.

Der Testbetrieb in Zürich seit Anfang 2014, wo Asylverfahren einer umfassenden Evaluation unterzogen wurden, hat viele Aufschlüsse gebracht. Das Ergebnis fällt positiv aus. Rasche und fair durchgeführte Asylverfahren sind das Ziel. Die Präsenz aller beteiligten Akteure vor Ort ist ein entscheidender Faktor. Die Dauer der beschleunigten und der Dublin-Verfahren ist gegenüber dem Regelbetrieb um knapp 30 Prozent gesunken. Es gibt keine negativen Auswirkungen auf die Qualität der Entscheide, es gibt tiefere Beschwerdequoten als im Regelbetrieb usw.

Die Mehrheit der SPK empfiehlt Ihnen – das Stimmenverhältnis war 17 zu 7 bei 0 Enthaltungen –, ihr zu folgen und auf die Vorlage einzutreten.

Ich spreche gleichzeitig noch zum Antrag auf Rückweisung der Minderheit Brand, der ebenfalls auf der Fahne aufgeführt ist. Die Minderheit Brand beantragt Ihnen Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat mit dem Auftrag, unmittelbar Vorschläge zur sofortigen Senkung der Attraktivität und zur Verbesserung des Vollzugs vorzulegen. In der Zwischenzeit soll der Bundesrat beauftragt werden, Artikel 55 des geltenden Asylgesetzes, das ist ein Artikel für Ausnahmesituationen, anzuwenden.

Die Vorlage verfolgt das Ziel, einen wesentlichen Teil der Asylgesuche in Bundeszentren zu erledigen, wie ich das vorhin erwähnt habe, weil es nur so gelingt, die Asylverfahren zu beschleunigen. Es herrscht ein breiter Konsens mit den Kantonen, die ja am Ende den Vollzug machen müssen. Eine solche Reform lässt sich nur zusammen mit den Kantonen bewerkstelligen. Artikel 55 des Asylgesetzes, der in Ausnahmesituationen angewendet werden soll, ist für Situationen mit einem grossen Zustrom an Asylsuchenden und mit vielen Asylgesuchen konzipiert, die nicht innert nützlicher Frist behandelt werden können. Das Staatssekretariat für Migration rechnet bis Ende dieses Jahres mit rund 29 000 Asylgesuchen. Man kann sagen, die Situation sei angespannt und vor allem im Tessin sehr schwierig, aber immer noch unter Kontrolle.

Artikel 55 kann erst dann angewendet werden, wenn die Asylverfahren nicht mehr korrekt durchgeführt werden können. Gerade für Wirtschaftsflüchtlinge und Menschen, die auf der Suche nach einem besseren Leben sind, sind rasche Verfahren die richtige Antwort. So wird schnell klar, dass sie nicht bei uns bleiben können und sehr rasch wieder zurückreisen müssen. Damit werden falsche Hoffnungen zurückgebunden. Derzeit stammen die meisten Asylgesuche in der Schweiz aus Eritrea, Somalia, Afghanistan, Syrien und China. Mit Ausnahme Eritreas kann man nicht sagen, dass es in diesen Ländern keine Kriege oder andere Bedrohungssituationen gibt.

Zum Thema der vorläufigen Aufnahme wird in der zweiten Jahreshälfte auf Antrag der Staatspolitischen Kommission Ihres Rates ein Bericht vorgelegt. Es ist beabsichtigt, dass wir das Institut der vorläufigen Aufnahme neu formulieren.

Die Mehrheit der SPK empfiehlt Ihnen – das Stimmenverhältnis war 15 zu 7 bei 0 Enthaltungen –, der Mehrheit zu folgen und den Antrag der Minderheit Brand auf Rückweisung abzulehnen.

**Fehr Hans (V, ZH):** Sie alle sind Zeugen von dramatischen Ereignissen in letzter Zeit, in den letzten Tagen, und das geht an niemandem spurlos vorbei. Aber ich glaube, es geht gerade in einer solchen Zeit darum, die richtigen Massnahmen zu treffen und Lösungen zu finden. Und es tut mir leid: Diese Neustrukturierung des Asylbereichs ist keine Lösung, sie wird die Situation sogar verschlechtern, sie wird sogar eine kontraproduktive Wirkung haben. Ich möchte Ihnen kurz sagen, warum.

Gleichzeitig, meine Damen und Herren vor allem zur Linken, bitte ich Sie – auch Herrn Glättli, Frau Marra, Herrn Vischer, Frau Schenker und alle Leute, die es in der Mitte betreffen mag –: Versuchen Sie doch einmal, ich meine das ernst, parteipolitische Scheuklappen wegzulassen, nur auf die Sache zu schauen und unvoreingenommen diese sogenannte Neustrukturierung des Asylbereichs anzuschauen und zu beurteilen! Wenn Sie das unvoreingenommen machen, dann stellen Sie fest: Diese Neustrukturierung, so gut sie auch immer tönen mag und so stark sie im Ständerat auch unterstützt worden ist, löst kein einziges der aktuellen und künftigen Probleme! Kein einziges!

Ich habe sogar von Verschlechterung gesprochen. Warum das? Schauen Sie, die Botschaft, die mit dieser Neustrukturierung nach aussen gesandt wird und die in den entsprechenden Ländern, z. B. in Eritrea, vor allem ankommt, lautet: Kommt alle in die Schweiz; wir schaffen 6000 oder mehr neue Plätze; jeder von euch bekommt einen Gratisanwalt; wenn ihr kommt, könnt ihr lange oder praktisch für immer bleiben, und es wird für euch gesorgt. Das ist die Botschaft nach aussen, und sie gilt auch für die Schlepper. Die Schlepper werden sagen: «Schaut, die Schweiz will euch aufnehmen, sie schafft neue Strukturen, sie setzt in einer ersten Phase 550 Millionen Franken ein». Damit werden Sie die Schweiz als Asylland für jene, die gar keine Flüchtlinge sind, noch attraktiver machen.

Erlauben Sie mir, ein paar wenige spezielle Punkte zu erwähnen:

Gratisanwalt: Das kann man natürlich wortreich erklären. Aber in Holland, wo man ein ähnliches System hat, ergreifen über 90 Prozent der Asylbewerber dieses Rechtsmittel und machen Rekurs.

Zudem wird die Realisierung der Zentren, weil es Widerstände gibt, fünf bis zehn Jahre dauern. Sie kommen ohnehin viel zu spät.

Auch das Planverfahren – auf Deutsch: die Enteignungsmöglichkeiten – geht einem im schweizerischen Rechtsstaat nun über die Hutschnur. Sie können nicht Private und Gemeinden für Asylzentren enteignen. Sie müssen den Leuten das Anliegen erklären, aber Sie können sie nicht durch Enteignung zwingen.

Dass eine Beschleunigung eintritt, wie da angepriesen wird, muss man erst noch beweisen. Wenn der Vollzug nicht funktioniert, nützt auch eine Beschleunigung nichts. Dann kann Asylsuche sogar noch attraktiver sein. Abgesehen davon:

Wenn in Bundesbern und bei Frau Bundespräsidentin Sommaruga wirklich der politische Wille besteht, die Verfahren zu beschleunigen, ist zu sagen, dass man das mit den heutigen gesetzlichen Mitteln längst hätte machen können.

Schlussendlich ist die Vorlage «Neustrukturierung des Asylbereichs» auch veraltet. Sie folgt nämlich dem System Dublin, welches ja besagt: rasche Rücknahme dieser Leute ins Erstasyland. Aber wenn Sie ehrlich sind, müssen Sie sagen, dass Sie es selbst wissen: Das Dublin-System ist praktisch tot. 2014 hätten wir gemäss Dublin 15 000 Leute zurückführen können. Wir konnten ganze 2600 zurückführen und hatten sogar 4000 Gegengesuche. Im Testzentrum in Zürich – ich war bei einem Besuch dabei – wird einfach eine doppelt so hohe Rückföhrhilfe gewährt wie normal.

Am Schluss heisst doch die Botschaft, die Sie nach aussen vermitteln müssen: Keiner kann in der Schweiz bleiben, ausser er ist persönlich an Leib und Leben bedroht. Diese Botschaft müssen Sie nach aussen geben.

Darum bitte ich Sie, auf den Irrweg «Neustrukturierung des Asylbereichs» gar nicht einzutreten.

**Brand Heinz (V, GR):** Ich beantrage Ihnen namens der SVP-Fraktion, die Vorlage zur Ergänzung und Verbesserung an den Bundesrat zurückzuweisen, und zwar, ohne Anspruch auf Vollständigkeit, in den folgenden Bereichen: Die Ereignisse dieses Jahres, namentlich aber der letzten Monate und Wochen, zeigen mit aller Deutlichkeit, dass bisher noch nie dagewesene Menschenströme in Richtung Europa unterwegs sind. Bei aller Grosszügigkeit, bei aller Menschlichkeit ist es für die kleine Schweiz unrealistisch, alle Hoffnungen und Wünsche der Menschen, die hier in unserem Land ein besseres Leben suchen, zu erfüllen. Es ist deshalb wichtig, klare Gruppen zu definieren und eindeutige Kriterien zur Aufnahme der jeweiligen Gruppen zu formulieren. Besonderer Handlungsbedarf besteht bei der Regelung von Personen, die aus Regionen kommen, in denen Krieg oder kriegsähnliche Zustände herrschen. Für diese Kategorie der Menschen sieht das geltende Recht den Status der Schutzbedürftigen vor. Dieser Status nützt allerdings wenig, wenn er nie zur Anwendung gelangt. Er ist deshalb nach Auffassung der SVP-Fraktion ohne Aufschub den veränderten Verhältnissen anzupassen.

Ebenfalls keinen Aufschub erträgt die Ablösung des Status der vorläufigen Aufnahme. Mit Blick auf die starke Zunahme dieser Bewilligungen, die grossen Integrationsschwierigkeiten dieser Personen und die letztlich damit verbundenen finanziellen Konsequenzen für die Kantone und die Gemeinden ist diese Problematik unverzüglich anzugehen. Ein Verzicht auf diese Lösung würde bedeuten, dass dieses Problem noch auf Jahre hinaus ungelöst bleiben würde. Das ist unverantwortlich.

Es ist auch längst erkannt, dass die Asylsuchenden durch ein gutfunktionierendes Schleppersystem aktiv in die Schweiz gebracht und wirksam unterstützt werden. Die bedingungslose und undifferenzierte Aufnahmepolitik der Schweiz und gewisser EU-Staaten ist Wasser auf die Mühlen der menschenverachtenden Schlepper. Im Rahmen der vorliegenden Gesetzesrevision ist daher nicht nur eine Symptombekämpfung vorzunehmen, sondern es ist ebenso nachhaltig die Bekämpfung der Schleppernetzwerke anzugehen. Die SVP-Fraktion verlangt, dass die Vorlage mit wirksamen Bestimmungen zur Bekämpfung des Schlepperwesens und zur Senkung der Attraktivität der Schweiz für die illegale Migration ergänzt wird.

Die Vorlage in der jetzigen Form lässt aber nicht nur das verpönte Schlepperwesen unberührt, sondern sie enthält auch kaum neue und griffige Massnahmen zur Missbrauchsbe-kämpfung. Im Gesetzentwurf ist lediglich die Fairness der Verwaltung ein grosses Thema, von den Asylsuchenden selber ist aber diesbezüglich keine Rede. Wenn wir tatsächlich als Aufnahmestaat ernst genommen werden wollen, ist auch von den Asylsuchenden mehr Kooperation und Engagement zu verlangen und ihre Verweigerung der Zusammenarbeit im neuen Recht angemessen zu sanktionieren. Auch hier ist eine Nachbesserung erforderlich.

Der vorliegende Gesetzentwurf ist zudem mit ausserordentlich hohen Investitionskosten verbunden, vorausgesetzt, dass das geplante System auch tatsächlich einmal planmässig funktioniert. Ob dies aber einmal der Fall ist, das ist aufgrund der jüngsten Entwicklung höchst zweifelhaft. Sofern es einen weitgehenden Wegfall der Dublin-Fälle und damit ein Ausbleiben der kostengünstigsten Fälle gibt, ist zweifelhaft, ob die angestellte Betriebsrechnung tatsächlich noch stimmt. Die SVP-Fraktion ist klar der Meinung, dass die Vorlage aufgrund der neuesten Entwicklung im Migrationsbereich nochmals auf ihre Wirksamkeit und ihre Wirtschaftlichkeit hin überprüft werden muss.

Ein Stiefkind dieser Vorlage ist und bleibt der Vollzug. Die Vorlage enthält keine signifikanten Instrumente und Massnahmen zur Verbesserung der angespannten Vollzugssituation. Wer weiss, dass er trotz negativem Asylentscheid nicht ausgeschafft wird, geht keinerlei Risiken ein, wenn er die Schweiz als Asyldestination wählt. Deshalb führen gerade die Defizite im Vollzugsbereich zu einer besonderen Attraktivitätssteigerung unseres Landes. Mit Inkrafttreten der Dublin-III-Verordnung Mitte Jahr wurde die Vollzugssituation der Kantone nochmals massiv erschwert. Eine derartige Gesetzgebung läuft den nationalen Bemühungen zur Verbesserung der allgemeinen Vollzugssituation und damit auch unserer aktuellen Gesetzesrevision diametral zuwider.

Dies sind nur einige Punkte, welche eine Überarbeitung bzw. eine Ergänzung der Vorlage erfordern. Ich möchte Ihnen deshalb namens der SVP-Fraktion beantragen, die Vorlage zur Ergänzung und Verbesserung an den Bundesrat zurückzuweisen.

**Schenker Silvia (S, BS):** Zur Neustrukturierung des Asylbereichs und zur Einführung des beschleunigten Verfahrens hat die SP schon vor zwei Jahren Ja gesagt und damit lange bevor uns in den letzten Tagen und Wochen die furchtbaren Bilder in einer entsetzlichen Dichte ereilt haben. Auch wenn jenes Ja zur Vorlage also keineswegs unter dem Eindruck der aktuellen Situation entstanden ist, habe ich irgendwie Hemmungen, jetzt das unfassbare Elend der Flüchtlinge und deren verzweifelter Hoffen auf einen sicheren Platz in Europa in einen Zusammenhang mit einer politischen Debatte zu bringen. Denn wer die Not der Flüchtlinge jetzt für politische Voten missbraucht, setzt sich dem Vorwurf des Kalküls aus. Wer umgekehrt aber wegschaut, wer hier im komfortablen Mittel- und Westeuropa nicht zu helfen versucht, macht sich der grössten Unmenschlichkeit schuldig.

Eigentlich ist Wegschauen ja gar nicht mehr möglich. Niemand kann sich diesen Bildern von Frauen, Kindern und Männern entziehen, die versuchen, Zäune aus Stacheldraht zu überwinden, den Bildern von überladenen Booten, auf die Menschen ohne Rücksicht auf die akute Todesgefahr gepfercht werden, auch nicht den Bildern von Tausenden von Menschen, die zu Fuss auf einer Autobahn unterwegs sind – nicht zu reden von jenem kleinen Buben aus Syrien, der auf der Flucht ertrank. Noch kaum einmal hat ein Toter seine Pein derart durchdringend in die Welt hinausgeschrien wie dieser kleine, leblose Körper am Strand von Bodrum.

Solche Bilder müssen zwingend sofort weit mehr auslösen als eine Eintretensdebatte zu einem politischen Geschäft. Denn eines muss klar sein: Nur mit dieser Vorlage allein ändern wir nichts an den Problemen, welche die grossen Flüchtlingsströme in einigen europäischen Ländern verursachen. Sie ändert auch nichts am Elend der unzähligen Asylsuchenden, die durch Terror und Krieg zur Flucht gezwungen werden. 60 Millionen Menschen sind auf der Flucht. Ein Bruchteil eines Bruchteils dieses Flüchtlingsstroms wird bis Ende Jahr in der Schweiz um Asyl bitten, nämlich ungefähr 30 000 Menschen – 30 000 von 60 Millionen Flüchtlingen; das sind die Dimensionen, die wir uns vor Augen halten müssen.

Mit diesem verhältnismässig extrem kleinen Anteil versucht die SVP nach wie vor ungerührt, ein Asylchaos in der Schweiz herbeizureden und herbeizuschreiben. Dem kann nicht genug widersprochen werden. Die Zahl der Asylsuchenden in der Schweiz mag derzeit zugenommen haben,

und am einen oder anderen Ort ist es vermutlich in der Tat schwierig, genügend Unterkünfte bereitzustellen. Doch deshalb haben wir noch längst kein Chaos, sondern eine Herausforderung, der wir uns mit Kreativität und Engagement stellen können und stellen müssen, denn die Asylverfahren dauern in der Schweiz lange, teilweise über Gebühr lange. Das führt dazu, dass die Betroffenen viel zu lange im Ungewissen sind, ob sie in der Schweiz bleiben dürfen oder ob sie wieder in ihr Herkunftsland zurückmüssen.

Die Vorlage, die wir heute den ganzen Tag beraten werden, schafft wenigstens einmal bei diesem Missstand Abhilfe. In den einfachen und klaren Fällen soll das Asylverfahren bis zum rechtskräftigen Entscheid in Zukunft innerhalb von 100 oder 140 Tagen abgeschlossen sein. Dieses beschleunigte Verfahren wird im Testzentrum in Zürich bereits durchgeführt. Dazu haben wir hier in diesem Rat die gesetzliche Grundlage geschaffen. Die Evaluation hat gezeigt, dass das Verfahren auf diese Weise gut funktioniert.

Da jedoch die Asylverfahren sehr rasch durchgeführt werden, muss den betroffenen Asylsuchenden gleichzeitig eine unentgeltliche Rechtsberatung zur Seite gestellt werden. Nur so ist ein faires Verfahren gewährleistet. Deshalb knüpft unsere Fraktion ihr Ja zu dieser Vorlage an die Umsetzung dieser eigentlich selbstverständlichen Massnahme.

Konsequenterweise müsste selbst die SVP diese Vorlage bejahen. Wie kann eine Partei, die hier ein Asylchaos ausmacht, dort ein beschleunigtes Verfahren bekämpfen, das Klarheit bringen wird?

Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten und die Rückweisung abzulehnen.

**Marra Ada (S, VD):** La thématique de l'asile prend enfin la dimension qu'elle doit prendre: celle des faits et non celle des mensonges; celle des chiffres avérés, relayés, et non plus celle des slogans scandés. Les conflits à nos portes et, surtout, les réfugiés qui prennent en masse la route de l'exil réveillent enfin les consciences européennes trop longtemps endormies dans une indifférence générée sans doute par un trop-plein de bien-être matériel.

Pendant des années, cette thématique a été traitée en Europe avec malhonnêteté, mauvaise foi et de façon dangereuse par quelques tribuns dont le but n'était pas l'objectivité ou l'analyse mais la carrière personnelle. La Suisse n'a pas été en reste: pendant des années et des années, certains clowns tristes ont martelé que la politique d'asile en Suisse était un chaos. A chaque crise mondiale, on a laissé croire aux gens que des hordes de délinquants allaient envahir nos villes sans ordre et sans encadrement. Cependant, même Monsieur le conseiller fédéral Maurer a dû admettre ces jours derniers qu'en Suisse il n'y avait pas de chaos de l'asile alors que, et malheureusement, la situation est chaotique dans plusieurs pays du sud de l'Europe, lesquels subissent les conséquences d'un régime de décision peu pertinent et peu judicieux, j'ai nommé le système de Dublin. On a en effet vu des pays submergés par l'arrivée massive de réfugiés; on a vu des Etats qui ne remplissaient plus leur devoir d'accueil humanitaire.

Si en Suisse un certain chaos a régné, ce n'est que celui que le lent glissement vers un traitement purement administratif et automatique des demandes a généré. C'est celui qui existe lorsque le traitement individuel du dossier n'est plus garanti. S'il y a eu du chaos, c'est parce que la thématique de l'asile est devenue une telle poudrière que la majorité des membres du Parlement n'a pas cessé de réformer le droit d'asile avant même de laisser la dernière révision législative déployer ses effets.

Les décisions concernant les non-entrées en matière ou encore l'interdiction de travailler ont eu pour conséquence la précarisation des personnes et parfois leur entrée dans la clandestinité. Une toute petite partie des requérants s'adonne au trafic de substances illicites. S'il y a eu du chaos, c'est durant les années où Monsieur Blocher était à la tête du Département fédéral de justice et police, lorsque des décisions politiques ont été prises de fermer des lieux d'accueil et de baisser les budgets alloués aux cantons pour la prise en

charge des requérants d'asile, avec des effets que l'on constate aujourd'hui. Les cantons ne trouvent plus de lieux d'accueil, si ce n'est dans des abris de protection civile. C'est là qu'ils peuvent loger les réfugiés forcés de fuir leur pays à cause de l'intensification et de la multiplication des conflits dans le monde.

«Gouverner c'est prévoir». Ce n'est pas ce qu'a fait la Suisse depuis des années, alors même que la part des requérants d'asile dans ce pays s'élève à environ 0,4 pour cent. Pourtant, on nous a fait croire que ce pourcentage mettait en péril l'équilibre de notre pays.

Eh bien, il était plus que temps de remettre de l'ordre non pas dans la gestion de l'asile, mais dans les gesticulations politiques. Cette révision est le fruit d'un compromis, le fruit d'une volonté de remettre du droit et de l'humanité dans le traitement des dossiers. Cette révision a deux objectifs: raccourcir la durée de traitement des dossiers afin que chaque partie puisse savoir où elle en est, et introduire une protection juridique gratuite au requérant, élément qui a été salué par tous les acteurs du terrain et les personnes qui s'intéressent à l'importance du droit dans une société démocratique. Comme dans tout compromis, il y a des points que les tenants de ce dernier ont dû mettre de côté. Ainsi la réussite de cette révision dépendra beaucoup de sa mise en œuvre et des moyens qui lui seront alloués. L'évaluation de la phase de test à Zurich soulève encore quelques questions: les délais de recours ne sont-ils pas trop courts pour un travail de qualité? Le nombre de dossiers par mandataire n'est-il pas trop élevé, toujours dans un souci de qualité? Quels effets secondaires entraînera cette révision? Quels moyens financiers lui seront alloués pour qu'elle puisse prendre l'ampleur qu'elle mérite? Le Parti socialiste sera particulièrement attentif à ces questions dans le cadre de la mise en œuvre de cette révision.

Le groupe socialiste entrera en matière sur cette révision car, outre les points positifs évoqués plus haut, elle démontre de la part de Madame la conseillère fédérale Sommaruga une vraie volonté de convaincre le peuple suisse que notre pays peut faire son devoir d'accueil de façon humaniste et organisée, dans le respect de chacun, c'est-à-dire du droit des requérants et de la volonté populaire.

C'est ce que je vous enjoints de faire en cessant, une fois pour toutes, les gesticulations indécentes à l'heure où des gens meurent à nos portes en tentant de survivre à des conflits armés.

**Romano Marco (CE, TI):** Nell'entrata in materia di questo dibattito dobbiamo decidere se vogliamo discutere della realtà o se vogliamo semplicemente alimentare paure, dipingere un quadro distorto della situazione e non risolvere i problemi reali. Da inizio anno a fine luglio in Austria – Paese molto simile al nostro – sono arrivate 37 000 richieste d'asilo, mentre in Svizzera gli arrivi sono stati 15 800, cioè meno della metà. Fare notare questa circostanza non significa ignorare o banalizzare la realtà ma contestualizzarla ed è quello che occorre fare. La problematica migratoria è globale e va gestita. Non è possibile risolverla con moratorie o pensare che revisioni legislative come questa evitino ogni problema.

La situazione internazionale è nota: centinaia di migliaia di persone si muovono verso l'Europa e tra queste ci sono sempre più donne e bambini. Numerosi Paesi hanno perso il controllo della situazione. E la Svizzera? In Svizzera non c'è caos, nessuno dorme ammassato in una stazione e gli arrivi dei migranti, anche se continui ed estenuanti per chi lavora al fronte a cui va tutta la nostra riconoscenza, sono nettamente inferiori alle cifre riscontrate nei Paesi a noi circostanti. Smettiamola di inventare problemi solo perché mancano cinque settimane alle elezioni federali!

La posizione di chi oggi invita a non entrare in materia e respingere tutto il progetto è strumentale ed elettorale. Non risolvere i problemi fa comodo ma è irresponsabile farlo in questo ambito. La mozione per una moratoria immediata in materia d'asilo, proposta dall'UDC, che verrà trattata alla fine di questo dibattito è indegna. E una politica da struzzi che ignora il contesto internazionale e che metterebbe in grave

difficoltà il nostro Paese. Vogliamo che la gente si ammassi a Chiasso? Vogliamo fomentare l'illegalità e vedere dormire persone in stazione? Vogliamo che si accumulino decine di migliaia di incarti? Il nostro sistema asilo funziona, abbiamo strutture sufficienti per gestire la situazione attuale. La gestione delle richieste permette sostanzialmente di accogliere chi ha diritto all'asilo nel solco della tradizione umanitaria svizzera.

Nel contempo, i dati lo dimostrano, siamo poco attrattivi verso chi sa di non avere possibilità di accoglimento. Non siamo la calamita d'Europa e la situazione non è fuori controllo. Vi sono aspetti che vanno migliorati e questa riforma ne è un elemento. Non si risolverà tutto, ma poniamo solide basi per ulteriori passi futuri. La maggior parte degli incarti viene finalmente gestita dalla Confederazione. Tramite centri federali si potranno accelerare le procedure, concentrare le risorse e gestire al meglio la logistica. Nel contempo, garantendo una consulenza giuridica gratuita, si accorceranno notevolmente i tempi delle procedure e i tempi di ricorso. I test negli ultimi due anni dimostrano efficacia. Decisioni più rapide permettono di rispondere alla sfida presente accogliendo chi merita rifugio e respingendo chi si muove per meri interessi economici o, peggio – ci sono anche questi –, con cattive intenzioni. Non polarizziamo il dibattito riducendolo a toni buonisti ma utopici o ad un'irresponsabile chiusura totale come vuole la moratoria dell'UDC. Costruite pure un muro, ma poi guardate in faccia a tutti coloro che vi si ammasseranno davanti.

Il gruppo PPD/PEV sosterrà la linea pragmatica della maggioranza. Il progetto è noto all'opinione pubblica, non è nulla di rivoluzionario. Invitiamo pure la sinistra ad assumersi la propria responsabilità di governo e a sostenere un progetto già sostenuto in votazione referendaria dal 80 per cento della popolazione il 9 giugno 2013. La sinistra ora deve dimostrare responsabilità di governo e non lasciare sola la propria consigliera federale su questo importante dossier. Non tutto funziona correttamente. Bisogna ricordare anche quanto va migliorato: prima di tutto il rinvio delle persone non ammesse. In Romania c'è sicuramente parecchio da fare. Il Consiglio federale deve agire con fermezza e dove i cantoni non agiscono è corretto tagliare i contributi federali in materia. E inutile avere procedure rapide e poi non riuscire nel rinvio. In secondo luogo è fondamentale che il Dipartimento federale della difesa, della protezione della popolazione e dello sport, in caso di necessità, se la situazione dovesse degenerare, metta a disposizione strutture e risorse. In terzo luogo la problematica questione degli eritrei va chiarita al più presto evitando speculazioni e promuovendo un'azione diplomatica e politica concreta verso questo regime.

In conclusione non posso che ricordare che a Chiasso ogni giorno arrivano parecchie decine di migranti. La pressione per chi lavora al fronte è costante, talvolta estenuante. E doveroso garantire loro – penso alle guardie di confine – il miglior quadro legislativo possibile, ma soprattutto risorse necessarie per far fronte alla sfida. Verso i passatori e gli approfittatori serve infine una linea molto severa con una repressione efficace.

**Humbel Ruth (CE, AG):** Wenn wir heute eine Asyldebatte führen, eine Neustrukturierung des Asylwesens beschliessen und am Abend dann auch noch über die Motion 15.3645 zu einem Asylmoratorium beraten, tun wir das vor dem Hintergrund der aktuell dramatischen Flüchtlingssituation in Europa. Tagtäglich werden uns über alle Medienkanäle berührende und erschreckende Bilder von verzweifelter Menschen im Flüchtlingsstrom über die Balkan- oder die Mittelmeerroute vor Augen geführt. Unter teilweise prekären Bedingungen und auf lebensbedrohlichen Reisen fliehen sie aus ihrer Heimat und wollen nur eines: Sie wollen Schutz und ein besseres Leben in Europa.

Im letzten Jahr kamen gut 600 000 Flüchtlinge nach Europa, dieses Jahr wurde diese Zahl bereits Ende Juli erreicht, und bis Ende Jahr dürften es eine Million Flüchtlinge sein – schätzungsweise 29 000 davon kommen in die Schweiz. Bis Ende Juli sind bei uns knapp 16 000 Asylgesuche gestellt

worden. Das ist viel, aber bei dieser Faktenlage bei uns von einem Asylchaos zu sprechen ist zynisch. Ein sofortiges Asylmoratorium, wie es die SVP-Fraktion mit ihrer Motion verlangt, wäre das Ende der humanitären Tradition in der Schweiz und damit zutiefst unschweizerisch.

Für die CVP ist klar: Menschen, die auf Schutz angewiesen sind, sollen ihn in der Schweiz bekommen. Menschen hingegen, die nicht auf Schutz angewiesen sind, müssen unser Land wieder verlassen. Dazu braucht es faire Regeln, und das bedeutet auch Einschränkungen und Prioritäten, damit diejenigen Schutz finden, die ihn am dringendsten brauchen. Die CVP/EVP-Fraktion ist für Eintreten auf diese Vorlage, und ich kann Herrn Fehr versichern, dass wir dies ohne parteipolitische Scheuklappen tun, sondern einzig und allein in Respektierung des Volksentscheides. Diese Vorlage ist nämlich im Wesentlichen die Fortsetzung und Bestätigung der dringlichen Asylgesetzrevision, welche im September 2012 in Kraft getreten und im Sommer 2013 von 78 Prozent der Stimmbevölkerung angenommen worden ist.

Den Kernpunkt bilden die zu bildenden Bundeszentren in den sechs Regionen mit insgesamt 5000 Plätzen. Die Nagelprobe, die dieses Gesetz zu bestehen hat, ist, ob es gelingt, innert nützlicher Zeit die erforderlichen Verfahrenszentren und mit ihnen auch die Unterbringungsmöglichkeiten landesweit und in der geplanten Grösse einzurichten. Von den Kantonen, welche unisono das neue Beschleunigungskonzept unterstützen, muss erwartet werden, dass sie sich aktiv engagieren. Da sind wir auch alle in der Pflicht, dass wir die Beteiligten nicht gegen Standorte aufhetzen. Da möchte ich gerade an die SVP appellieren, die ja Lösungen will, dass eben nicht gegen neue Standorte aufgehetzt wird, sondern dass wir Hand bieten, Zentren zu realisieren.

Die Frage des Rechtsschutzes ist eine der Kernfragen dieser Vorlage. Wir waren und sind auch etwas kritisch, ob es diesen ausgebauten Rechtsschutz ebenfalls in den Dublin-Verfahren braucht. Die Auswertungen des Testzentrums zeigen aber, dass die Verfahren kürzer sind und es weniger Beschwerden gibt. Zudem werden mit dem ausgebauten Rechtsschutz die Fristen massiv verkürzt.

Ob die vorliegende Asylgesetzrevision gelingt, hängt davon ab, wie konsequent der Vollzug durch die Kantone erfolgt und Missbräuche bekämpft werden, damit echte Flüchtlinge und Schutzbedürftige aufgenommen werden können. Das schnellste und rechtlich fairste Verfahren nützt nichts, wenn die negativen Entscheide nicht vollzogen werden oder nicht vollzogen werden können, weil das Herkunftsland nicht mitmachen will. Wir erwarten, dass alle diplomatischen und finanziellen Möglichkeiten für den Abschluss von Rücknahmeabkommen und Migrationspartnerschaften genutzt werden. Das EDA mit Aussenminister Burkhalter ist hier vermehrt in der Pflicht: Er muss sich verstärkt in den Krisengebieten, insbesondere in Eritrea und dessen Nachbarländern, engagieren.

Die vorliegende Asylgesetzrevision wird die weltweite Flüchtlingsproblematik nicht beseitigen. Für unser Land ist sie aber ein wichtiger und richtiger Schritt zur Bewältigung der schwierigen Herausforderungen in unserem Land. Wir schaffen die Voraussetzungen dafür, dass die Asylverfahren langfristig rasch und fair gestaltet werden. Parallel zu dieser Gesetzesrevision braucht es weitere Massnahmen, welche die Schweiz nicht alleine, sondern zusammen mit der EU und der internationalen Staatengemeinschaft angehen muss. Im Vordergrund stehen eine konsequente Bekämpfung des Schleppertums, Anstrengungen für friedensfördernde Massnahmen in den Krisenregionen und Hilfe vor Ort.

Die CVP/EVP-Fraktion wird auf die Vorlage eintreten und im Wesentlichen der Mehrheit und dem Ständerat folgen.

**Fluri Kurt (RL, SO):** An sich ist es unverständlich, dass wir über eine derartige Vorlage einen ganzen Tag lang diskutieren müssen, denn diese Vorlage ist in einer früheren Phase von uns allen gewünscht worden. Es ist versucht worden, diese Diskussion vor den Hintergrund des Schlagwortes «Asylchaos» zu stellen. Dabei geht es um eine strukturierte

Revision des Asylgesetzes, wie wir sie schon früher gemacht haben. Es geht darum, Zustände zu verhindern, die eine Ausnahmesituation im Sinne von Artikel 55 des Asylgesetzes hervorrufen. Es geht darum, das Chaos zu verhindern, das die SVP offenbar so gerne hätte, um daraus Kapital zu schlagen. Wenn die SVP als grösste Partei unseres Landes die Gemeinden auffordert, Widerstand zu leisten gegen klare gesetzliche Abläufe, so ist das ihrer eigentlich unwürdig, es zeigt aber auch, worum es hier geht.

Diese Vorlage steht im Zusammenhang mit anderen Revisionen des Asylgesetzes. Wir erinnern uns an die seinerzeitige sogenannte Vorlage 1, bei der wir am 14. Dezember 2012 unter anderem Artikel 82 des Asylgesetzes revidierten, mit der abgestuften Ausrichtung von Sozialhilfeleistungen und Nothilfe je nach Status und Verhalten der Asylsuchenden und Schutzbedürftigen. Wir erinnern uns an die dringliche Vorlage 3, die wir am 29. September 2012 in Kraft gesetzt und mit einer zweiten Vorlage bis zum 28. September 2019 verlängert haben. Wir haben zur Kenntnis genommen, dass das Staatssekretariat für Migration und der Bundesrat ohne Gesetzesänderungen weitere Massnahmen getroffen haben, die in der Botschaft ab Seite 8008 ersichtlich sind: die neue Behandlungsstrategie mit der Prioritätenordnung ab Juli 2012, das sogenannte 48-Stunden-Verfahren für Asylsuchende aus den europäischen visumbefreiten Ländern, das sogenannte Fast-Track-Verfahren für ähnliche Länder, in denen es aber schwierig ist, die Papiere der Asylsuchenden zu beschaffen. Und wir erinnern uns an die Praxisänderung für Dublin-Mehrfachgesuche mit der Aufschiebung des Eintretens auf derartige Gesuche um sechs Monate. Wir erinnern uns, dass wir die Vorlage 2, über die wir heute wieder diskutieren, am 12. Dezember 2011 im Ständerat und am 13. Juni 2012 im Nationalrat zurückgewiesen haben, mit dem Auftrag an den Bundesrat, uns genau das vorzulegen, was er uns heute vorlegt, nämlich eine Vorlage mit Beschleunigungsmassnahmen durch die Schaffung von Verfahrenszentren des Bundes und durch die Anpassung der Beschwerdefristen und des Rechtsschutzes.

Genau diese Vorlage haben wir jetzt vor uns. Deswegen ist es für uns schlicht unverständlich, weshalb wir heute trotzdem wieder über Eintreten und über einen Rückweisungsantrag diskutieren müssen.

Wir haben zur Kenntnis genommen, dass der Testbetrieb in Zürich seit dem 6. Januar 2014 läuft. In der Staatspolitischen Kommission des Nationalrates ist uns eine erste Evaluation von Februar 2015 vorgelegt worden. Wir haben dort gesehen, dass die prognostizierte Aufteilung in beschleunigte Verfahren mit einem Anteil von etwa 20 Prozent, in Dublin-Verfahren mit einem Anteil von etwa 40 Prozent und in erweiterte Verfahren mit einem Anteil von etwa 40 Prozent umgesetzt worden ist. Wir haben zur Kenntnis genommen, dass in allen drei Verfahrensabwicklungen Verkürzungen der Verfahrensdauern erzielt werden konnten, und wir haben in unserer Kommission zur Kenntnis genommen, dass die Bilanz insgesamt, soweit man das in jenem Zeitpunkt schon sagen konnte, bei diesem Testbetrieb positiv war.

Uns ist nicht bekannt, ob der Vertreter des Nichteintretensantrages der Minderheit, Herr Kollege Fehr, der wohlweislich nicht im Saal ist, wenn es darum geht, ihm Antwort zu geben, diesen Evaluationsbericht kritisiert hat. Er hat jedenfalls keine Argumente aufgeführt, die gegen die positive Bilanz gesprochen hätten. Er hat auch heute keine Verbesserungsvorschläge eingebracht. Deswegen ist es für unsere Fraktion klar, dass wir diesem Nichteintretensantrag nicht stattgeben und dass wir im Gegenteil auf den von uns selbst verlangten Gesetzentwurf eintreten wollen.

Wir wissen ferner, dass alle drei staatlichen Ebenen in zwei Asylkonferenzen in dieses neue Verfahren einbezogen worden sind. Bund, Kantone sowie Gemeinde- und Städteverbände haben diesem Verfahren zugestimmt, inklusive der Schaffung dieser neuen Zentren des Bundes auf Gemeindegebiet irgendwo im Land. Alle drei Ebenen haben das unterstützt. Die Beschleunigung ist immer verlangt worden.

Wenn Herr Fehr hier wäre, müsste er sich auch entgegenhalten lassen, dass das Dublin-Verfahren nach wie vor eine

positive Bilanz für unser Land aufweist. Wir können aufgrund des Dublin-Verfahrens anderer Länder nach wie vor mehr Gesuche zurückgeben, als wir entgegennehmen müssen. Wir haben gerade vor Kurzem zur Kenntnis genommen, dass die Gesuche eritreischer Staatsangehöriger gegenüber Juli 2015 im Monat August um einen Viertel zurückgegangen sind, obwohl dieses gesetzliche Verfahren nun hängig ist und obwohl daraus, nach Auffassung von Herrn Fehr, scheinbar eine Attraktivierung unseres Landes resultieren würde. Offensichtlich entspricht seine Auffassung eben nicht den Tatsachen.

Herr Brand weiss selbst am besten, dass die Voraussetzungen von Artikel 55 des Asylgesetzes, die sogenannte Ausnahmesituation, in keiner Art und Weise erfüllt sind. Schon deswegen ist sein Rückweisungsantrag unbegründet. Er weiss ferner auch, dass wir im Herbst dieses Jahres den Bericht des Bundesrates zu unserem Postulat 14.3008 betreffend die Revision des Status der vorläufigen Aufnahme entgegennehmen können. Wir gehen davon aus, dass wir an der nächsten Sitzung der SPK unseres Rates von diesem Bericht werden Kenntnis nehmen und ihn diskutieren können.

Unsere Kritik am ganzen Asylverfahren richtet sich nicht gegen die Vorlage. Aber wir sind der Auffassung, dass es endlich an der Zeit wäre, den Status des vorübergehenden Schutzes gemäss den Artikeln 4 und 66 des Asylgesetzes einmal anzuwenden. Wir sind der Meinung, dass gerade bei den eritreischen Flüchtlingen dieser Status besser wäre als die Anwendung des Status der vorläufigen Aufnahme mit den von uns immer wieder kritisierten Folgen.

Aber zurück zur Vorlage: Für uns ist das Verhalten der SVP völlig unverständlich, nämlich dass sie nicht auf die Vorlage eintreten oder sie zurückweisen will, dies, nachdem genau diese Vorlage von uns allen inklusive SVP immer wieder gefordert worden ist. Unsere Fraktion wird deshalb beide Minderheitsanträge ablehnen.

**Schibli Ernst (V, ZH):** Herr Kollege Fluri, gegen die Beschleunigung der Asylverfahren hat sicher niemand etwas einzuwenden. Sind Sie aber auch der Auffassung, dass definitiv abgelehnte Gesuche dazu führen, dass die entsprechenden Personen dann eben auch ausgeschafft werden?

**Fluri Kurt (RL, SO):** Den ersten Teil Ihrer Frage haben Sie mit Ihren beiden Minderheitsanträgen ja selbst beantwortet. Niemand ausser Ihnen ist gegen die Beschleunigung der Verfahren. Sonst hätten die Minderheiten, bestehend aus Mitgliedern der SVP-Fraktion, jetzt nicht einen Nichteintretens- und einen Rückweisungsantrag eingereicht. Sie hätten ja in der Kommission die Vorlage unterstützen und Verbesserungen in Ihrem Sinn einbringen können. Sie wissen ganz genau, dass die Ausschaffung und Wegweisung nach rechtskräftigen Nichteintretens- oder Abweisungsentscheiden eben nicht einfach unser Problem ist. Wenn die betreffenden Länder ihre Leute nicht mehr zurücknehmen wollen, ihnen die Papiere nicht beschaffen wollen, dann bleibt eben nichts anderes als der Ausweg über die vorläufige Aufnahme. Das wollen wir an sich auch nicht. Aber wir können nicht die Leute innerhalb unseres eigenen Staatsgebietes zurückschaffen.

**Moret Isabelle (RL, VD):** Qui n'a pas vu ces images bouleversantes? Qui ne s'est pas interrogé sur la réponse à apporter à cette vague de réfugiés qui déferle sur l'Europe? La réponse est claire: humanité et dignité. Ce ne sont plus des jeunes hommes en quête de travail qui sont jetés sur les routes, mais des populations entières, des familles en quête de protection qui fuient les combats, les zones de conflits et la déliquescence de pays en guerre. Ce ne sont plus quelques milliers d'opposants religieux ou politiques qui sont martyrisés par une dictature, c'est toute une population. En Syrie, en Erythrée, les paradigmes de l'asile ont changé. C'est pourquoi le groupe libéral-radical propose que le Conseil fédéral mette en oeuvre l'article 4 de la loi sur l'asile qui prévoit une protection provisoire aux réfugiés, le temps pour

eux de survivre, de sauver leurs enfants, de se reconstruire et d'entamer la reconstruction de leur pays. La protection provisoire, c'est un projet de vie qui est proposé à ces personnes en détresse. Nous leur offrons protection, mais aussi nos écoles, nos apprentissages, la possibilité de travailler dans notre pays, avec un seul objectif, devoir retourner dans leur pays pour le reconstruire. La protection provisoire permet d'être généreux selon la tradition humanitaire de la Suisse, tout en s'assurant qu'à moyen terme la population n'augmente pas en Suisse, puisque les personnes aidées devront retourner chez elles. C'est un investissement dans l'avenir d'un pays en guerre, une forme d'aide au développement. Voilà la réponse à apporter spécifiquement aux personnes en détresse en provenance de Syrie et d'Erythrée.

A côté de cette réponse spécifique à ces personnes, il est nécessaire de poursuivre ce que nous avons entrepris il y a deux ans: réformer la procédure d'asile. Dans ce projet qui vous est soumis, rien de nouveau. Nous l'avons accepté il y a près de deux ans dans le cadre d'une procédure urgente. Le peuple l'a accepté à près de 80 pour cent. La phase test est plus que concluante. Il convient maintenant de transposer ce qui a été décidé il y a deux ans dans le droit ordinaire. Accélérer les procédures, c'est permettre de renvoyer rapidement les personnes qui ne remplissent pas les critères de l'asile tout en intégrant rapidement ceux qui obtiennent le statut de réfugiés.

**Brand Heinz (V, GR):** Ich habe nun noch Gelegenheit, als Fraktionssprecher zu Ihnen zu reden, und möchte gerne noch ein paar grundlegende Überlegungen anstellen.

Die aktuellen Flüchtlingsströme, verbunden mit all den tragischen Ereignissen der letzten Wochen und Monate, müssen uns in der Asylpolitik zu einem Umdenken bringen. Die Aufnahme politik betreffend die zurzeit stattfindende Völkerwanderung nach Europa, die in erster Linie die Schlepper bereichert, setzt eindeutig falsche Anreize und weckt falsche Hoffnungen. Je mehr Personen mittels Schleppern nach Europa kommen, desto mehr werden ihnen folgen. Die Dramen werden mit einer grenzenlosen Aufnahme politik nicht aufhören, vielmehr wird sie die Situation erst recht anheizen. In der aktuellen Diskussion ist es deshalb umso wichtiger, dass klar unterschieden wird zwischen an Leib und Leben verfolgten Flüchtlingen nach der Genfer Konvention, Kriegsflüchtlingen und eben illegalen Wirtschaftsmigranten. Wir haben heute die Situation, dass unsere Asylunterkünfte wie auch unsere finanziellen und personellen Ressourcen massgeblich von Personen in Beschlag genommen und gebraucht werden, die weder an Leib und Leben verfolgt sind noch aus einem Kriegsgebiet stammen. Rund 40 Prozent aller Asylgesuche des laufenden Jahres wurden von Personen aus Eritrea eingereicht. Syrer machen hingegen lediglich 7 Prozent aus.

Unsere gesetzlichen Grundlagen würden nach Auffassung der SVP-Fraktion heute ausreichen, um eine faire und konsequente Asylpolitik durchzusetzen. Insbesondere betreffend die Eritreer haben wir in einer Referendumsabstimmung 2013 klar bestätigt, dass Wehrdienstverweigerung keine Flüchtlingseigenschaft begründet. Trotzdem erhält heute noch immer rund die Hälfte aller asylsuchenden Eritreer die Flüchtlingseigenschaft. Die übrigen werden vorläufig aufgenommen und können ebenfalls hierbleiben.

Doch anstatt die vorhandenen gesetzlichen Grundlagen konsequent umzusetzen, will der Bundesrat mit der vorliegenden Asylgesetzrevision das Asylverfahren nochmals grundlegend umbauen und nimmt damit auch grosse Investitionskosten in Kauf. Ziel soll sein, eine längst erwartete Verfahrensverkürzung endlich zu erreichen. Die Fraktion der SVP hat grundlegende Zweifel, ob der vorgeschlagene Weg mit den in Aussicht gestellten Massnahmen auch tatsächlich zielführend ist. Sie lehnt deshalb die vorgeschlagene Gesetzesrevision ab und beantragt Ihnen, auf das Geschäft nicht einzutreten. Eventualiter beantragt sie Ihnen, es zur Verbesserung an den Bundesrat zurückzuweisen.

Die vorliegende Gesetzesrevision basiert auf Rahmenbedingungen, die zwischenzeitlich völlig überholt sind; die heuti-

gen Rahmenbedingungen sind für die Schweiz wesentlich ungünstiger. Gemäss Botschaft geht man immer noch davon aus, dass 40 Prozent der Fälle im Dublin-Verfahren erledigt werden können und dass damit entsprechend weniger Unterkunftskapazitäten benötigt werden. Es muss nach dem Scheitern der Schengen/Dublin-Verträge, welches mittlerweile zumindest im Ausland zugegeben wird, jedoch zur Kenntnis genommen werden, dass diese gemäss Botschaft massgebliche Fallkategorie geschrumpft ist und nur noch marginale Bedeutung hat. Die Folgen sind ein zusätzlicher Bedarf an Unterkünften, die wohl mehrheitlich von den Kantonen bereitzustellen sind.

Es ist mässig festzuhalten, dass bei diesen Veränderungen im Mengengerüst auch die finanziellen Folgen der Gesetzesrevision, wie sie in der Botschaft dargelegt sind, kaum mehr zutreffen dürften. Auch ohne diese Veränderungen geht die in der Botschaft angestellte Kostenberechnung von kühnen Annahmen aus. Mit diesen Veränderungen dürfte die Wirtschaftlichkeit der getroffenen Regelungen erst recht infrage gestellt sein.

Die vollständige Ausrichtung unserer Asylverfahren auf die Schengen/Dublin-Verträge hat sich im Übrigen als eklatanter Fehlentscheid erwiesen. Während sich andere Staaten kaum um die Anwendung dieser staatsvertraglichen Bestimmungen bemühen, hat die Schweiz inzwischen zahlreiche und wertvolle Bestimmungen ihres Asylrechts aufgegeben. Die Folge dieser Anpassung ist ein zusätzlicher Verlust an Handlungs- und Interventionsmöglichkeiten.

Das neu vorgeschlagene Verfahren ist von einem beispiellosen Detaillierungsgrad und von einem Perfektionsstreben geprägt, welches auf der Annahme ganz bestimmter Fallkonstellationen beruht. Dabei haben die Erfahrungen in der Vergangenheit und ganz besonders die Ereignisse der letzten Wochen gezeigt, dass das zuständige Staatssekretariat die Verfahren jeweils den aktuellen Verhältnissen anpassen können muss. Dies wird jedoch mit dem gewählten High-tech-Verfahren wohl kaum mehr möglich sein.

Die vorgeschlagene Gesetzesrevision basiert, wie wir alle wissen, auf einem idealisierten Verfahrenskonzept aus Holland. Die von der Verwaltung immer wieder gepriesenen Vorteile dieses Verfahrens haben sich bei einem Augenschein vor Ort als wenig überzeugend erwiesen. Zwar konnten die Verfahren innerhalb einer kürzeren Frist als in der Schweiz abgeschlossen werden, aber dem nachfolgenden Vollzug scheint man in Holland nur wenig Beachtung zu schenken. Zwangsmassnahmen sind dort ein Fremdwort. Der Abschluss eines Verfahrens ohne nachträgliche Verfahrens- und Vollzugskontrolle macht aber kaum Sinn.

Wenig überzeugend ist sodann auch – Kollege Fehr hat es bereits gesagt – die Beistellung einer unentgeltlichen Rechtsvertretung. Diese hat in Holland in der Zwischenzeit zu einer Beschwerdequote von über 90 Prozent geführt. Die Risiken der Übernahme einer solchen Rechtsvertretung sind beträchtlich. Die SVP lehnt deshalb die vorgeschlagene Beistellung einer unentgeltlichen Rechtsvertretung ab. Sie ist im Übrigen einerseits ein beispielloser Misstrauensbeweis gegenüber dem Staatssekretariat für Migration. Andererseits erhalten damit Asylsuchende im Schweizer Rechtssystem sogar mehr Rechte als Schweizer, was nicht hinnehmbar ist. Überdies werden damit auch Präjudizien für andere Rechtsbereiche geschaffen, was unbedingt zu verhindern ist.

Die Realisierung des neuen Verfahrens setzt überdies auch den Bau zahlreicher neuer Verfahrenszentren voraus. Die abschliessende Errichtung und Inbetriebnahme dieser Zentren und damit das landesweite Funktionieren der neuen Verfahren erfordern dagegen offensichtlich noch mehrere Jahre. Vom Erkennen des Handlungsbedarfs in den Jahren 2010/11 bis zur Lösung des Problems vergehen damit nahezu zehn Jahre, was nach Auffassung der SVP inakzeptabel ist.

Darüber hinaus muss zur Realisierung der gewählten Unterbringungskonzepte ein Plangenehmigungsverfahren, verbunden mit der Einräumung von Enteignungsrechten, eingeführt werden. Eine derart weit gehende Einschränkung der Eigentumsrechte oder gar die Beschränkung demokrati-

scher Rechte für diesen Zweck lehnt die SVP aus grundsätzlichen Überlegungen kategorisch ab. Es kann und darf nicht sein, dass Schweizer Bürger zwangsweise Grund und Boden zur Lösung von Asylproblemen hergeben müssen.

Die schweizerische Asylgesetzgebung dient bekanntlich der Gewährung des Schutzes vor staatlicher Verfolgung und der Umsetzung der Genfer Konvention. Sie ist kein Instrument zur Bewältigung von Massenfluchten, sie ist erst recht keine Grundlage für die Aufnahme einer grossen Anzahl von Wirtschaftsflichtlingen, die in der Schweiz unter dem Vorwand staatlicher Verfolgung Schutz suchen. Das Asylgesetz enthält auf der Grundlage von Artikel 4 Regelungen, welche eine vorübergehende Aufnahme von Personen als Schutzbedürftige aus Kriegsgebieten ermöglichen. Dies ist bereits Grundlage genug, um humanitären Verpflichtungen, die sich jetzt für die Schweiz aufdrängen, nachzukommen.

Bedauerlicherweise wurde im Rahmen der Arbeiten an dieser Gesetzesrevision die Gelegenheit zur Behebung anderer Regelungsdefizite verpasst. Ich habe das bereits in meinem Rückweisanspruch begründet; es gibt viele Bereiche, die einer Überarbeitung, einer Verbesserung bedürfen. Ich denke hier insbesondere auch an eine Verbesserung der inneren Sicherheit, welche durch Asylsuchende, ja durch Personen des Asylbereichs generell immer wieder beeinträchtigt wird. Im Lichte der bereits erkannten Regelungsdefizite haftet dem totalrevidierten Asylrecht damit auch im Falle einer Zustimmung durch die Räte der Nimbus einer unausgeglichenen und teilweise lückenhaften Gesetzgebung an, mit der selbst Bereiche mit dringlichem Handlungsbedarf nicht oder nicht mit der notwendigen Konsequenz angegangen werden.

Vor rund zwanzig Jahren wurde an dieser Stelle im Rahmen einer Asylgesetzrevision festgehalten: «Eintreten bringt nichts, Nichteintreten bringt auch nichts.» Diese bedauerliche Feststellung gilt heute und jetzt leider auch wieder. Mit der vorliegenden Gesetzesrevision droht sich die Geschichte zu wiederholen. Sicher ist einzig, dass die anvisierte Gesetzesrevision massive Mehrkosten beim Personal und bei der Infrastruktur zur Folge haben wird. Ich möchte Sie deshalb im Interesse der Sache dringend bitten, die Vorschläge der SVP, die heute eingebracht werden, zumindest einer sachlichen Prüfung zu unterziehen.

**Fiala Doris (RL, ZH):** Herr Kollege Brand, wie ich anlässlich meines Besuches vergangenen Freitag im Testzentrum an der Förrlibuckstrasse in Zürich erfahren habe, haben Sie, zusammen mit Kollege Hans Fehr, das Testzentrum ja selber auch besucht. Nun führen Sie aus, dass Sie gegen diese Gratisberatung, diese juristische Unterstützung, sind, und meine Frage an Sie lautet: Hat man Sie an der Förrlibuckstrasse im Testzentrum nicht auch darüber informiert, dass eben aufgrund dieser kostenlosen Beratung die Verfahren viel schneller abgewickelt werden und im Grunde die Kosten sich eben nicht nur decken, sondern um ein Vielfaches wieder einspielen? Weil man die Menschen berät, wissen sie, dass sie keine Chance haben zu bleiben, und fügen sich dem auch eher.

**Brand Heinz (V, GR):** Ich habe sehr wohl Kenntnis von diesen Rechtsberatungen, ich habe das auch mitverfolgt. Ich bin einfach der Meinung, dass es nicht notwendig ist. Schauen Sie, es gibt kein anderes Rechtsgebiet im schweizerischen Recht, in dem man jedem Verfügungsadressaten eine unentgeltliche Rechtsberatung bietet, damit der Empfänger der Verfügung weiss, dass das, was er bekommt, auch tatsächlich rechtens ist. Das ist einzigartig in der Schweiz und nach meinem Dafürhalten unnötig. Im Übrigen habe ich aufgrund langjähriger Erfahrungen die Gewissheit, dass das Staatssekretariat für Migration sorgfältig arbeitet und dass auch die Beordnung eines Rechtsanwaltes nicht vor Fehlentscheiden schützt. Denken Sie an diese zwei kürzlich bekanntgewordenen Fälle. Diese Personen waren beide anwaltlich vertreten, beide waren vor dem Bundesverwaltungsgericht, und trotzdem hat sich offenbar der Entscheid als unrichtig erwiesen. Ich glaube, es ist auch eine

Frage der Entscheideröffnenden, den Adressaten der Verfügungen eben Sinn und Inhalt zu erklären, wenn sie dessen bedürfen.

**Landolt Martin** (BD, GL): Wir haben laut Medien heute eine «Asylschlacht» und eine «Monsterdebatte» vor uns. Trotzdem werde ich den Eindruck nicht los, dass bereits nach einer Stunde schon alles gesagt wäre. Ich werde mich deshalb kurzfassen.

Die BDP-Fraktion unterstützt die Asylgesetzrevision. Sie wird darauf eintreten und sämtliche Anträge der Kommissionmehrheit unterstützen. Das Asylwesen in der Schweiz wird nicht nur am Stammtisch, sondern auch in der Politik oft als ineffizient und teuer bezeichnet. Die Verfahren dauerten zu lange, heisst es, die Entscheide seien, je nach Sichtweise, zu grosszügig oder zu restriktiv. Dieses Grundrauschen an Stimmungsbildern mag teilweise seine Gründe haben, teilweise hat es sich aber auch einfach so eingebürgert und ist gewissermassen zur Gewohnheit geworden. Wenn man nun vor diesem Hintergrund die Asylgesetzrevision würdigen möchte, so kann man mit guten Gründen zu folgendem Fazit kommen: Es wird nicht alles gut, aber vieles wird besser.

Wir betrachten namentlich die Beschleunigung der Verfahren als einen Mehrwert dieser Vorlage. Die Asylverfahren werden strukturierter, die Fristen kürzer. Dazu müssen möglichst alle involvierten Akteure vor Ort sein. Denn letztlich sollen Asylsuchende möglichst rasch einen verbindlichen Entscheid erhalten, unabhängig von der Frage, wie dieser Entscheid dann lauten wird. Eine längere Ungewissheit hilft definitiv niemandem. Ebenso ist es wichtig, zur Kenntnis zu nehmen, dass die Kantone hinter dieser Vorlage stehen, weil ihren Anliegen Rechnung getragen worden ist. Umgekehrt stellen sich die Kantone damit auch hinter eine bessere Einheitlichkeit beim Vollzug, weil hier die Unterschiede in der Vergangenheit sicher zu gross waren.

Alles in allem nimmt die Asylgesetzrevision viele bürgerliche Anliegen und Forderungen auf. Es könnte der Verdacht aufkommen, dass deshalb nicht sämtliche bürgerliche Fraktionen hinter dieser Revision stehen, weil eigene Forderungen aufgenommen worden sind, die man eigentlich gar nicht hätte erfüllt haben wollen – eine erfüllte Forderung taugt als Forderung nichts mehr. Die BDP hingegen ist davon überzeugt, dass diese Revision keinesfalls verzögert werden darf, weil sie wichtige Fortschritte bringt, über die wir schon länger diskutieren und die wir schon seit einiger Zeit in Aussicht stellen. Diese Revision bringt eine Verbesserung des Asylwesens und kann deshalb einen Beitrag dazu leisten, dass unser Asylwesen auch bei der Bevölkerung Vertrauen und Glaubwürdigkeit zurückgewinnen kann. Die Akzeptanz für unser Asylwesen ist enorm wichtig und die Grundlage für einen breitabgestützten und sorgfältigen Umgang mit unserer humanitären Tradition.

Treten wir deshalb auf die Vorlage ein. Beraten wir sie, und unterstützen wir die Anträge der Kommissionmehrheit.

**Leuenberger Ueli** (G, GE): Aucune loi en Suisse n'a été aussi souvent modifiée que la loi sur l'asile ne l'a été depuis son entrée en vigueur, il y a environ 35 ans. On peut honnêtement se demander quand une nouvelle révision sera nécessaire, quand la situation «objective» ou «subjective» nous y conduira ou tout simplement quand une telle révision sera revendiquée voire imposée par les représentants de majorités politiques régulièrement très crispés par la thématique de l'asile. Je parie que cela se produira avant l'entrée en vigueur, en 2018 ou 2019, de la révision que nous traitons maintenant.

La situation dramatique des réfugiés qui traversent la mer Méditerranée ou qui doivent braver les dangers, passer les murs et fils barbelés nouvellement installés à la hâte sur le continent européen montre aussi à notre population qu'un effort plus important en faveur des nouveaux damnés de ce monde est nécessaire. En mars dernier, nous avons salué la décision du Conseil fédéral d'accueillir 3000 réfugiés syriens comme une décision qui allait dans la bonne direction. Mais

il est totalement incompréhensible que moins d'une cinquantaine de personnes aient pu rejoindre la Suisse depuis. Je donne raison à ceux qui disent que cette lenteur est scandaleuse: il doit être possible d'agir plus rapidement, d'une manière moins bureaucratique, en tenant compte de la détresse dans laquelle les réfugiés se trouvent. Les familles syriennes établies depuis fort longtemps en Suisse, qui sont dans l'attente de pouvoir accueillir une grand-mère ou une soeur avec ses enfants, ne comprennent pas cette lenteur. Moi non plus, et avec moi une grande partie de la population suisse non plus.

La Suisse doit faire plus, plus rapidement et avec moins de bureaucratie face à la catastrophe humanitaire, particulièrement en Syrie et dans les pays voisins. Elle doit agir plus, plus rapidement et avec moins de bureaucratie aussi dans le soutien à ceux qui ont pu atteindre les pays limitrophes des pays en guerre ainsi que nos pays voisins.

La loi qui nous est proposée contient une série de points positifs que les Verts soutiennent, tandis que de nombreux points ne nous satisfont pas entièrement ou pas du tout. Les Verts sont depuis toujours adeptes d'une procédure d'asile qui ne traîne pas pendant des années en laissant des femmes, des hommes et des enfants dans l'incertitude la plus totale quant à leur avenir. Des délais d'attente inadmissibles empêchent le véritable travail d'intégration de celles et ceux qui ont le droit de s'établir. De tels délais sont également inadmissibles pour celles et ceux qui ne remplissent pas les critères pour pouvoir rester en Suisse.

Pour nous, il est également évident que cette accélération est uniquement possible si une assistance juridique gratuite et de qualité est instaurée pour les requérants. Cette garantie est indispensable pour que la procédure d'asile devienne plus équitable. Cette accélération ne doit pas être seulement un instrument visant à rejeter les demandes qui ne remplissent pas les conditions d'octroi de l'asile, mais également un instrument visant à accorder plus rapidement l'asile à toutes celles et ceux qui ont le droit à la protection et à l'asile en Suisse, afin qu'ils puissent construire leur avenir en Suisse avec le soutien et les mesures d'intégration nécessaires. La procédure d'asile en ambassade doit être réintroduite tandis que l'ouverture de bureaux à proximité des lieux d'accueil de réfugiés, en collaboration avec d'autres pays, doit également trouver sa place dans la nouvelle loi.

Le délai de recours de trois jours est, dans certaines situations, tout simplement inacceptable et impraticable.

Ainsi, notre soutien à la loi lors du vote final dépendra des décisions quant aux délais de recours et à la réintroduction de la possibilité de déposer une demande d'asile dans une représentation suisse.

**Glättli Balthasar** (G, ZH): Wir haben derzeit die grösste Flüchtlingskatastrophe: Wir haben seit dem Zweiten Weltkrieg am meisten Menschen, die vor Krieg, Verfolgung, Diktatur und Folter fliehen. Wie viel wir hier in der Schweiz tun können, sehen nicht alle gleich. Immerhin, in der Kosovo-Krise 1998/99 haben wir insgesamt etwa 53 000 Menschen aus diesem Kriegsgebiet aufgenommen und dazu noch 40 000 Asylsuchende aus anderen Ländern. Da ist für uns Grüne klar: Was wir damals stemmen konnten, das müssen wir angesichts dieser Katastrophe auch heute stemmen können.

Mit Verlaub, Herr Präsident, wir Grünen sind angesichts des Elends gerne Gutmenschen und nicht Unmenschen. Wir wollen und wir dürfen nicht denen das Wort überlassen, die das Asylchaos herbeireden wollen. Unsere Überzeugung ist, dass Flüchtlinge Schutz brauchen, nicht Hetze. Die Flüchtlinge brauchen nicht mehr Brandstifter, sondern mehr Solidarität. Und sie brauchen zügige, aber korrekte Verfahren.

Wir sprechen von den Flüchtlingsströmen aus Syrien, wir sehen Bilder des Elends, die niemanden in diesem Saal kaltlassen können, Bilder der Verzweiflung. Aber wir sehen auch Bilder der Hoffnung, der Solidarität in Österreich und in Deutschland. Dort kommen Tausende und Abertausende tagtäglich an, und trotzdem ist die Solidarität stärker denn je. Sogar diese Bundesrepublik, die jetzt wirklich riesige,

enorme logistische Herausforderungen bewältigen muss, sogar unser Nachbarland sagt in dieser Situation: «Wir setzen das Dublin-Verfahren aus – wir machen vom Dublin-Recht Gebrauch, selbst auf diese Gesuche einzutreten.» Da verstehe ich nicht, warum die Schweiz, die heute kein Asylchaos, nicht einmal ein «Asylchaöslein» kennt, dies nicht zumindest auch machen kann, um jene Länder an der Aussen-grenze der EU zu entlasten, zumindest so lange, bis eine faire Verteilung der Flüchtlinge europaweit durchgesetzt ist. Im Kern geht es für uns in dieser Vorlage nicht nur um zügige, aber korrekte Verfahren, sondern es geht auch um das grosse Thema, wie Menschen, die bedroht sind, wie Kriegs-flüchtlinge überhaupt in Europa Schutz finden können. Natürlich können und müssen wir auch die Hilfe vor Ort verstärken, das ist unbestritten. Ich hoffe, dass, wenn es dann um Geld geht, nicht dort gekürzt wird, wo wir nachhaltig für die Zukunft mit Entwicklungszusammenarbeit Konfliktverhütung machen. Ich hoffe, dass wir da alle zusammen sagen: Das können wir zusätzlich aufbringen.

Aber was wir vor allem auch brauchen, sind Brücken statt Mauern. Wir brauchen Kontingente, Frau Bundespräsidentin, die nicht nur versprochen werden. Vielmehr muss diesen Menschen auch Schutz gewährt werden. Wir brauchen wieder die Möglichkeit, dass legal Asylgesuche gestellt werden können, ohne dass sich die Leute den Schleppern ausliefern müssen. Heute haben wir eine besondere Situation in der Schweiz. Bei über 60 Prozent der Asylgesuche, die hier gestellt werden, wird auf Schutzbedürftigkeit entschieden, das heisst, unser Asylwesen arbeitet für Menschen, die den Schutz brauchen. Zusätzliche 20 Prozent sind solche, die den Schutz brauchen, aber für die wir nicht zuständig sind. Mindestens da könnten wir ein Zeichen setzen: nicht die Menschen herumschieben, sondern unseren Teil zur Lösung beitragen.

Natürlich treten wir ein, aber wenn das Grundproblem, Brücken statt Mauern zu schaffen, nicht gelöst werden kann, dann können wir der Vorlage am Schluss nicht zustimmen und müssen uns leider der Stimme enthalten.

**Moser** Tiana Angelina (GL, ZH): Wir beraten heute die Asyl-gesetzesrevision in einer Situation, die aussergewöhnlich emotional ist, in einer Situation voll mit Not und Leid. Die Bilder, die uns täglich erreichen, und die Geschichten über die menschlichen Schicksale sind kaum auszuhalten. Solange es Kriege, Willkürregimes und Perspektivenlosigkeit gibt, wird es Flüchtlinge geben. Es ist ein Gebot der Menschlichkeit, dass wir denen helfen, die an Leib und Leben bedroht sind. Das gilt ganz besonders für die Familien und Minder-jährigen auf der Flucht. Lösen können wir damit das Problem der Flüchtlingskrise nicht, weder alleine noch mit der heute zu diskutierenden Revision. Was wir aber machen können, das sind unsere Hausaufgaben:

1. Unsere Verfahren müssen schneller und effizienter werden und dabei gleichzeitig fair sein. Damit wir den Menschen helfen können, die wirklich bedroht sind, müssen wir die Verfahren so verbessern, dass jene, die keinen Anspruch auf Schutz haben, auch rasch wieder unser Land verlassen. Die heutige Revision legt dafür die rechtliche Basis. Deshalb treten wir Grünliberalen auf die Vorlage ein. Wir lehnen die Rückweisung ab und tragen weitgehend die Vorlage des Bundesrates mit. Die extremen Forderungen, die vor allem von rechts kommen, lehnen wir ab.

2. Wir müssen die Regeln auch durchsetzen, wir müssen auch konsequent handeln. Wer keinen Anspruch auf Schutz hat, muss unser Land wieder verlassen. Die Schweiz kann nicht Heimat für all jene sein, die sich ein besseres Leben wünschen. Mit der 48-Stunden-Regel und dem Fast-Track-Verfahren wurden bereits Massnahmen ergriffen. Entsprechend begrüssen wir aber auch die Massnahmen in dieser Vorlage zur Stärkung des Wegweisungsvollzugs.

3. Wir müssen im internationalen Verbund arbeiten. Die Flüchtlingsthematik ist vielschichtig. Einfache Lösungen gibt es keine. Die Schweiz kann die Asylproblematik nicht alleine lösen. Darum müssen wir uns mit Nachdruck für eine verstärkte Zusammenarbeit in Europa und eine gerechte Vertei-

lung der Quoten einsetzen. Dazu gehört, dass wir die Grenzländer und die Transitländer unterstützen, sei das finanziell oder mit Know-how. Wir können nicht erwarten, dass diese Länder die Herausforderungen alleine stemmen. Am stärksten betroffen sind die Nachbarregionen der Krisengebiete: Neun von zehn Personen suchen Schutz in der Nähe der Konfliktregionen. Die Belastung der Nachbarländer von Syrien ist enorm. Von den 4 Millionen Syrern, die auf der Flucht sind, hat alleine die Türkei die Hälfte aufgenommen. Die Schweiz hat bereits 178 Millionen Franken für die Hilfe in den Krisenregionen investiert. Die Grünliberalen sind sich bewusst, dass es weitere Mittel brauchen wird. Diese Massnahmen sind unabdingbar, aber sie bleiben Symptombekämpfung.

4. Hilfe vor Ort: Die Schweiz kann und soll, wo möglich, einen Beitrag zur Stabilisierung der Krisenregionen leisten. Die Grünliberalen haben deshalb die Erhöhung der Beiträge für die Entwicklungshilfe oder für friedensbildende Massnahmen stets unterstützt. Erfolgversprechend sind auch Migrationspartnerschaften wie mit Tunesien: Sie helfen, jungen Menschen in ihrem Land eine Perspektive zu geben.

Aber heute, heute müssen wir unsere Hausaufgaben machen und die Asylverfahren in der Schweiz verbessern. Wir Grünliberalen wollen Lösungen – ganz im Gegenteil zur SVP. Sich in der heutigen Situation in einem langen Prozess gegen diese Revision zu stellen zeigt einmal mehr, dass keine Bereitschaft da ist, Lösungen zu finden. Das ist grundsätzlich stossend, aber ganz besonders in der aktuellen Situation. Es sind so viele Menschen auf der Flucht wie seit dem Zweiten Weltkrieg nicht mehr. In dieser Situation ein Asylmoratorium zu fordern ist nur noch zynisch. Lesen Sie mal den Text dieses Vorstosses! Er ist realitätsfremd, und er ist menschenverachtend. Die Menschen, die Familien flüchten vor Krieg und Terror, ertrinken im Mittelmeer, und Sie, Sie wollen einen Zaun um die Schweiz erstellen! Einen Zaun um die Schweiz als Globalisierungsgewinnerin? Einen Zaun um die Schweiz, die in den letzten fünfzehn Jahren den tiefsten Anteil an Asylgesuchen in Europa gehabt hat? In den ersten acht Monaten dieses Jahres kamen 20 000 Flüchtlinge in die Schweiz – so viele sind am letzten Wochenende in München angekommen. Und Sie verlangen ein Moratorium per Notrecht und wollen, dass das Militär die Grenzen schützt.

Liebe Kollegen und Kolleginnen der SVP-Fraktion, ziehen Sie diese Motion zurück! Sie können nicht ernsthaft denken, was in dieser Motion steht. Wir Grünliberalen sagen Ja zu schnelleren und fairen Verfahren und sagen Ja zur humanitären Tradition der Schweiz. Wir treten auf die Revision ein.

**Bäumle** Martin (GL, ZH): Wir behandeln heute zwei Hauptgeschäfte: eine Vorlage zur besseren Bewältigung der Asylverfahren und eine Motion der SVP-Fraktion für eine Aushebelung der humanitären Tradition. Wir tun dies vor dem Hintergrund dessen, dass sich die Situation in den letzten Wochen mit einer Welle von Kriegsflüchtlingen, von denen uns tragische Bilder erreicht haben, immer mehr verschärft hat. Langfristig kann nur mit einer Beschleunigung und Versachlichung der Asylverfahren, also mit der Umsetzung der heutigen Vorlage, der Goodwill in der Bevölkerung geschaffen werden, der nötig ist, um in Situationen wie der jetzigen durch ein Zusammengehen mit der EU auch Kontingentsflüchtlingen Schutz zu bieten, und zwar rasch und unbürokratisch.

Alle waren immer für eine Beschleunigung der Asylverfahren. Vor allem die Vertreter der SVP haben immer wieder das holländische Modell als die Lösung schlechthin propagiert. Eine Subkommission Ihrer SPK ist nach Holland gefahren, um sich ein Bild vom dortigen Asylverfahren machen zu können. Alle haben festgestellt, dass die Holländer hier gewisse Dinge besser machen als wir, obwohl auch sie gewisse Probleme nicht gelöst haben. Wir haben den Bundesrat damit beauftragt, das holländische System auf Schweizer Verhältnisse herunterzubrechen und die positiven Elemente zu übernehmen.

Der Entwurf, der uns vorliegt, ist insgesamt sehr gut. Alle Kantone stehen dahinter und haben sich auch für die gute Zusammenarbeit mit dem Bund bedankt. Es ist offenbar gelungen, ein umfassendes Konzept zu verabschieden, das von Bund und Kantonen getragen wird. Mit unserer damaligen Gesetzgebung haben wir den Testbetrieb und die gewünschten Evaluationen ermöglicht. Erste Hinweise bestätigen, dass es zu Verbesserungen gekommen ist.

Bei den Fristen und beim Verfahrensablauf in den Bundeszentren haben wir vieles von Holland übernommen. Die unentgeltliche Rechtsvertretung sorgte zuerst auch bei mir für Unruhe. Die Vorteile sind aber offensichtlich: Nur so können die raschen und schnellen Verfahren auch rechtsstaatlich korrekt abgewickelt werden. Damit und dank einer Zusammenarbeit mit den Flüchtlingsorganisationen kann eben auch die Zahl aussichtsloser Beschwerden vermindert werden.

Anders als in Holland ist bei uns der ganze Bereich der Nothilfe organisiert. In Holland werden die abgewiesenen Asylsuchenden auf die Strasse gestellt und in die Illegalität entlassen, mit allen Risiken, die das für die Gesellschaft birgt. Wenn sich jemand dann aber fünf Jahre lang durchgeschlagen hat, wird er automatisch eingebürgert. Die Kombination dieser beiden Elemente wäre in der Schweiz kaum umsetzbar, Widerstand von links und rechts wäre programmiert.

Die in der Vorlage skizzierte Lösung stellt demgegenüber einen pragmatischen Schritt dar, eine Schweizer Lösung. Entscheidend werden die Vollzugsaufgaben bleiben. Bei den Fristen sind wir auf gutem Wege. Dazu muss aber die Zusammenarbeit mit dem Bundesverwaltungsgericht auch im grossen Massstab noch funktionieren.

Ungelöst bleibt das Problem der vorläufig Aufgenommenen, das in den Kantonen und Gemeinden weiter diskutiert wird. Die Vorlage bringt aber auch hier nur Verbesserungen und keine Verschlechterungen. Wir sollten das Problem schrittweise lösen, statt es weiterzubewirtschaften, wie es die SVP ganz offensichtlich will.

Mein Fazit lautet, dass die humanitäre Tradition, zu der wir alle stehen, mit dieser Vorlage gewahrt bleibt. Missbräuche können gegenüber vorher besser und wirksamer bekämpft werden. Auch die Verfahrensbeschleunigung bringt Verbesserungen. Die Rechtsstaatlichkeit ist trotz der kurzen Fristen mit der unentgeltlichen Rechtsvertretung klar gewährleistet. Die Grünliberalen werden klar für Eintreten stimmen und grundsätzlich der Vorlage des Bundesrates und des Ständerates folgen. Lehnen Sie sowohl den Nichteintretens- als auch den Rückweisungsantrag aus den Reihen der SVP ab, und stimmen Sie am Ende dieser ausgewogenen Vorlage in einer Gesamtbeurteilung zu.

Noch an die SVP-Fraktion gerichtet: Ziehen Sie doch Ihre menschenverachtende Motion zurück, geben Sie sich einen kleinen Ruck!

**Sommaruga** Simonetta, Bundespräsidentin: Die heutige Beratung der Neustrukturierung des Schweizer Asylwesens fällt in eine besondere Zeit. Wir haben eine internationale Flüchtlingskrise, die uns allen unter die Haut geht. Wenn wir sehen, was sich derzeit auf den Migrationsrouten, insbesondere in Südosteuropa, und dann in Budapest, Österreich und Deutschland abspielt, dann stellen wir uns Fragen. Gibt es eine europäische Antwort auf diese Herausforderungen? Ist Dublin am Ende? Was können wir tun? Tun wir genug?

Auch wenn wir uns das nicht gerne eingestehen: Es gibt sie nicht, die abschliessende Lösung im Flüchtlingsbereich, die Lösung, die jedes Problem verschwinden lässt. Es mag zu diesen Fragen Haltungen und Antworten geben – so weit, so gut. Aber es ist meine tiefste Überzeugung, und es ist die Überzeugung der Schweizer Landesregierung, dass wir uns bei diesen Fragen an gewissen Leitlinien orientieren müssen: an der menschlichen Würde, am Recht jedes Menschen auf Sicherheit – das ist ein Menschenrecht – und an der Genfer Flüchtlingskonvention, die die Schweiz wie alle Staaten Europas unterzeichnet hat. Diese Leitlinien sind in breiten Teilen der Bevölkerung tief verankert. Das zeigen Solidaritätsbewegungen, die sich in den letzten Wochen in

Deutschland, aber auch in der Schweiz zunehmend manifestiert haben. Nicht nur in Deutschland, auch in der Schweiz wurde die menschliche Würde von Flüchtlingen und Migrantinnen und Migranten in den vergangenen Wochen von einigen aufs Gröbste verletzt. Wer sich so verhält, verletzt die Würde von uns allen, denn man wird Europa und die Schweiz daran messen, wie sie auf diese Flüchtlingskrise reagieren.

Ich erwähne hier nochmals, was wir, die Schweiz, getan haben, und ich tue dies im Wissen, dass wir angesichts von Millionen von Flüchtlingen allein in den Nachbarstaaten Syriens immer mehr tun könnten. Die Schweiz hat 2013 die Kontingentspolitik wieder aufgenommen, die Ende der Neunzigerjahre auf Eis gelegt worden war. Die Schweiz hat nach Ausbruch des syrischen Bürgerkriegs als einziger europäischer Staat, neben einigen deutschen Bundesländern, mit Visa-Erleichterungen dafür gesorgt, dass mehrere Tausend Syrerinnen und Syrer in die Schweiz zu ihren Angehörigen reisen konnten. Der Bundesrat hat vor einigen Monaten beschlossen – bevor Europa sein Um- und Neuansiedlungsprojekt lancierte, worüber ja nach wie vor nicht entschieden worden ist –, in den nächsten drei Jahren im Grundsatz weitere 3000 schutzbedürftige Personen aufzunehmen. Und selbstverständlich leistet die Schweiz in den Nachbarstaaten von Krisenländern mit beträchtlichen Mitteln Hilfe vor Ort. Der Bundesrat hat diese Hilfe im letzten März nochmals um 50 Millionen Franken aufgestockt. Die Schweiz hat also einiges getan und tut einiges. Die Schweiz gehört auch zu jenen Staaten, welche sich stets zu einer gemeinsamen und solidarischen europäischen Asylpolitik bekannt haben, und ich bin überzeugt, dass der Bundesrat diese Linie und diese Politik fortführen wird.

Was wir ebenfalls tun können: Wir können mit einem fairen und gleichzeitig rechtsstaatlichen Asylverfahren innerhalb der Schweiz dafür sorgen, dass die Bürgerinnen und Bürger hinter unserem Asylwesen stehen. Niemand, der sich an Fakten und Tatsachen orientiert, wird ernsthaft bestreiten, dass wir hier unsere Aufgaben gemacht haben. Worin besteht die Aufgabe unseres nationalen Asylwesens? Die Aufgabe besteht einerseits darin, schutzbedürftigen Menschen Schutz zu bieten und ihnen in unserem Land ein Leben in Selbstverantwortung zu ermöglichen. Die Aufgabe besteht aber auch darin, dafür zu sorgen, dass Menschen, die keinen Schutz bekommen, in ihr Heimatland zurückkehren. An diesem Ziel haben wir in den letzten Jahren intensiv gearbeitet, an der Neustrukturierung im Asylwesen. Sie will genau das: dank raschen und fairen Asylverfahren abklären, ob Menschen hierbleiben können oder in ihr Herkunftsland zurückgehen müssen. Damit können wir verhindern, dass Menschen jahrelang in Ungewissheit verharren müssen. Wer als Flüchtling aufgenommen wird, soll so rasch wie möglich in unserer Gesellschaft und in der Arbeitswelt einen Platz finden. Das ist die beste Art, sich zu integrieren. Und wer zurückgehen muss, soll dies möglichst freiwillig tun. Mit der Rückkehrhilfe kann der Start für einen Neuanfang etwas erleichtert werden.

Wir haben diese Neustrukturierung, die Sie uns vor gut vier Jahren in Auftrag gegeben haben, in enger Zusammenarbeit mit den Kantonen erarbeitet. Die Kantone sind ja für die Unterbringung und später für die Integration der Flüchtlinge zuständig. Auch die Gemeinden und Städte haben wir eng einbezogen. Denn auch sie leisten gerade bei der Integration einen enorm wichtigen Beitrag.

Wir konnten in den letzten eineinhalb Jahren diese raschen und fairen Asylverfahren in einem Testbetrieb bereits durchführen. Die rechtliche Grundlage dazu haben Sie mit der dringlichen Asylgesetzrevision geschaffen, einer Revision, die von der Bevölkerung in der Abstimmung mit 78 Prozent Jastimmen sehr deutlich unterstützt wurde. Was wir heute beraten, wurde also in der Praxis bereits getestet. Wir können aufzeigen, dass diese raschen Asylverfahren nicht nur funktionieren, sondern dass sie dank einem umfassenden Rechtsschutz auch tatsächlich fair sind. Dass dank dieser Massnahme die Entscheide auch besser akzeptiert werden,

zeigt sich daran, dass die Beschwerdequote im Testbetrieb tiefer ist als im Normalbetrieb.

Eine Bemerkung noch zum Testbetrieb: Bis heute haben über 80 Delegationen aus dem In- und Ausland und auch zahlreiche Parteien und Fraktionen das Testzentrum besucht. Man hat mir gesagt, dass sich von diesen über 80 Delegationen nach dem Besuch 79 positiv oder sehr positiv über den Testbetrieb geäussert hätten.

Wir haben in den letzten Jahren aber nicht nur an dieser Gesetzesvorlage gearbeitet, sondern parallel dazu überall dort, wo es ohne Änderung des Gesetzes möglich war, die Asylverfahren beschleunigt. Das war für jene Asylverfahren möglich, die offensichtlich unbegründet waren und bei denen die Asylsuchenden aus Staaten kamen, die als sicher einzustufen sind, wie zum Beispiel die Staaten des Westbalkans sowie Kosovo und Georgien. Das sogenannte 48-Stunden-Verfahren hat dazu geführt, dass die Asylgesuche aus diesen Staaten massiv zurückgegangen sind.

Wir haben auch die Zusammenarbeit mit den Herkunftstaaten verstärkt. Dazu gehören auch die bestehenden Migrationspartnerschaften, die wir mit Nigeria, Tunesien, Serbien, Kosovo und Bosnien-Herzegowina haben. Auch diese zeigen beträchtliche Wirkung. Die Asylgesuche von Menschen aus diesen Staaten sind innerhalb von drei Jahren erheblich gesunken. Das Resultat ist also, dass heute mehrheitlich Menschen in der Schweiz um Asyl nachsuchen, die tatsächlich schutzbedürftig sind. Das dient der Glaubwürdigkeit unseres Asylsystems, und das ist ein wichtiges Ziel dieser Asylgesetzrevision.

Wir werden heute in der Detailberatung noch im Einzelnen aufzeigen können, wie die Neustrukturierung funktioniert. Wir sind übrigens auch in Bezug auf die Unterbringung in Bundeszentren auf sehr gutem Weg.

Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten und den Nichteintretensantrag der Minderheit Fehr Hans sowie auch den Rückweisungsantrag der Minderheit Brand abzulehnen. Mit dem Rückweisungsantrag wird verlangt, dass der Bundesrat die Attraktivität senkt und den Vollzug verbessert. In der Zwischenzeit soll der Bundesrat die Ausnahmesituation ausrufen.

Wenn Sie den Vollzug verbessern wollen, dann müssen Sie gerade diese Vorlage beraten. Sie enthält wesentliche Schritte für einen besseren Vollzug. Die wichtigsten sind, dass die Asylverfahren beschleunigt werden und man den Asylsuchenden dank eines umfassenden Rechtsschutzes eben auch aufzeigen kann, dass das Verfahren fair durchgeführt wurde. Die Forderung, die Attraktivität zu senken, ist angesichts der Tatsache, dass sich über 80 Prozent der Flüchtlinge weder in der Schweiz noch im übrigen Europa, sondern in den Krisenregionen, in Entwicklungsländern befinden, nicht nachvollziehbar. Was die Asylgesuche in Europa anbelangt, ist der Anteil der Schweiz so tief wie in den letzten fünfzehn Jahren nicht mehr. Ein Hinweis noch zur Attraktivität: In Ungarn ist die Zahl der Asylgesuche in der ersten Hälfte dieses Jahres im Vergleich zum Vorjahr nicht wie bei uns um 16 Prozent gestiegen, sondern um über 1100 Prozent. Ich glaube nicht, dass das daran liegt, dass Ungarn seine Attraktivität für Asylsuchende besonders stark ausgebaut hätte.

Wir können heute nicht alle Probleme lösen, aber wir können das Schweizer Asylwesen einen grossen, einen wichtigen Schritt weiterbringen. Ich danke Ihnen für Ihre Unterstützung.

**Fiala Doris (RL, ZH):** Ich danke Ihnen für Ihre Ausführungen. Sie haben unschwer feststellen können, dass ich alles versuche, um die Diskussion zu versachlichen. Ich habe mich bereits mehrmals dahingehend geäussert bzw. gefragt, ob Sie das Eritrea-Dossier nicht zur Chefsache erklären könnten, weil in keinem anderen Dossier so viele Unsicherheiten, Halbwahrheiten und auch Unwahrheiten verbreitet worden sind und weil die Schweizer Bevölkerung nicht weiss, woran sie sich halten soll. Ich frage Sie deshalb: Könnten Sie das zur Chefsache erklären, und wäre es möglich, dann in dieser

Art und Weise in Eritrea noch anders vorzusprechen oder vorzugehen?

**Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin:** Danke, Frau Nationalrätin Fiala. Das Eritrea-Dossier ist bereits Chef- und Chefinnensache: Wir arbeiten, mit dem EDA zusammen, intensiv an der Frage, wie wir in diesem Dossier vorwärtskommen können. Ich kann Ihnen sagen: Ich bin die Erste, die mit Eritrea ein Migrationsabkommen abschliessen möchte. Das würde nämlich bedeuten, dass in Eritrea die Menschenrechte respektiert würden und dass dort zumindest das IKRK Zugang zu den Gefängnissen hätte. Es gibt gewisse Voraussetzungen, die erfüllt sein müssen, aber ich möchte ein solches Migrationsabkommen unterzeichnen können, denn dann ist klar, dass sich die Situation für die Menschen in Eritrea verbessert hat.

**Rusconi Pierre (V, TI):** Signora presidente, l'Europa intende ripartire al suo interno gli asilanti, è un nuovo progetto che è stato lanciato. La Svizzera intende aderire o dare una partecipazione a questa ripartizione europea?

**Sommaruga Simonetta, presidente della Confederazione:** Sì, la Svizzera intende partecipare a questo progetto. Abbiamo già detto di essere d'accordo sul «resettlement» per i rifugiati che vengono direttamente dalle regioni di crisi. La Svizzera esamina anche se può partecipare alla ripartizione dei rifugiati; questo però bisogna discutere in Consiglio federale.

**Amarelle Cesla (S, VD), pour la commission:** J'aimerais revenir sur trois arguments sur lesquels le groupe UDC s'appuie pour refuser d'entrer en matière, à commencer par la question de la protection juridique. Le projet, qui intègre fortement cette protection, émanerait d'une forme de fantôme de la classe politique. C'est totalement faux puisqu'il est précisé à l'article 112b alinéa 3 de la loi sur l'asile – dont une réforme a été plébiscitée par le peuple suisse en juin 2013 – que le Conseil fédéral peut raccourcir le délai de recours de 30 à 10 jours lorsque des mesures appropriées garantissent une protection juridique efficace des requérants d'asile concernés. Le peuple suisse a donc déjà plébiscité le principe de la protection juridique et il ne s'agit dès lors pas d'un fantôme quelconque venant d'un département ou de la commission.

J'aimerais également insister sur la question du sempiternel dossier érythréen. Vous savez que, dans un domaine comme celui de l'asile, un domaine où les crises s'accumulent, se poursuivent et sont totalement imprévisibles, le grand défi lorsque l'on souhaite mener une politique bonne et efficace est de mettre en place dans la législation un ensemble d'instruments très diversifiés que l'on puisse activer au bon moment. Dans le domaine de l'asile, on dispose de ce qu'on appelle des experts-pays ainsi que des documents de référence. Ces instruments doivent permettre de savoir si les ressortissants d'un pays donné ont besoin de protection. J'aimerais dire qu'il faut faire preuve d'une remarquable obstination – c'est un euphémisme – pour continuer à dire que les Erythréens sont de faux réfugiés et qu'ils viennent en Suisse pour des raisons économiques. Vous le savez, depuis 2011, l'ensemble de la communauté internationale observe de manière très sérieuse, précise et ciblée ce qu'il se passe en Erythrée. Pas moins de quatre instances de référence – le Département d'Etat américain, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, les Nations Unies et le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) publient des rapports sur la situation en Erythrée. Le dernier rapport de l'EASO, rendu public en juin 2015, est très précis en la matière.

Mais vous continuez à dire qu'il s'agit de «faux réfugiés» alors que le taux de protection en Suisse, dans le cas des Erythréens, est de 90 pour cent. Il faut donc faire preuve d'une belle obstination, qui confine à un entêtement assez fort, pour continuer à dire qu'il s'agit de «faux réfugiés». C'est totalement faux.

La troisième chose sur laquelle j'aimerais insister, c'est que vous mentionnez, pour justifier le fait de ne pas entrer en matière, l'article 55 de la loi sur l'asile. J'aimerais rappeler deux ou trois petites choses à propos de cet article – créé en 1977, ce qui démontre que c'est un instrument assez vétuste. Il y a au moins quatre raisons pour ne pas appliquer l'article 55 – qui concerne les situations d'exception – dans la situation qui nous occupe:

1. L'article 55 a été inscrit dans la loi en 1977 pour rappeler que l'institution de l'asile est soumise à une limite fondamentale, celle de ne pas compromettre l'existence de l'Etat et les bases de son ordre public. Voilà où doit se situer la limite. Est-on en train de mettre en péril l'ordre public suisse en continuant à délivrer l'asile? Eh bien, nous ne sommes pas dans une situation de ce type. C'est donc la première raison pour laquelle on ne peut pas recourir à cet article.

2. L'article 55 ne constitue pas une exception aux obligations consacrées par la Convention de Genève. Le principe de non-refoulement doit donc être appliqué, il faut le rappeler, même si l'on applique cet article.

3. Le Conseil fédéral a indiqué dans son message du 31 août 1977 à l'appui d'une loi sur l'asile et d'un arrêté fédéral concernant une réserve à la Convention relative au statut des réfugiés qu'il fallait tenir compte des nécessités du moment et ne pas appliquer une politique d'asile restrictive de manière préventive. C'est écrit à la page 129 du volume III de la Feuille fédérale de 1977, si jamais cela vous intéresse.

4. L'article 55 est limité par d'autres dispositions, telles que l'octroi de la protection provisoire inscrit dans la loi en 1998. Vous ne pouvez donc appliquer l'article 55 que pour des mouvements de fuite non liés à des dangers de guerre, à des guerres civiles ou à des situations de violence généralisée.

Voilà l'interprétation qu'il faut faire de l'article 55. Pour ces quatre raisons, on ne peut pas l'appliquer dans la situation présente.

Pour toutes ces raisons, je vous invite à réfléchir et à entrer en matière sur cet objet.

**Müller Philipp (RL, AG),** für die Kommission: Ich nehme noch Stellung zu ein paar Bemerkungen, die im Laufe der Eintretens- und Rückweisungsdebatte gemacht worden sind:

Zu den Gratisanwälten: Ich möchte darauf hinweisen, dass der Einsatz dieser Gratisanwälte in einer Volksabstimmung im Juni 2013 – die Vorlage habe ich hier – vom Volk beschlossen worden ist. Es steht hier ausdrücklich, dass die Verfahren verkürzt werden können, wenn der wirksame Rechtsschutz der betroffenen Asylsuchenden durch geeignete Massnahmen gewährleistet ist. Die Gratisanwälte arbeiten für eine Pauschale, d. h., sie sind nicht daran interessiert, das Verfahren weiter- und weiter- und weiterzuziehen – dies im Gegensatz zur heutigen Situation, bei der im Beschwerdebereich Anwälte eben für jeden Schritt, den sie weiter unternehmen, bezahlt werden. Der Einsatz der Gratisanwälte ist richtig so, und das hat das Volk im Juni 2013 bestätigt.

Zu Dublin: Dublin ist umstritten. Wir wissen, dass Dublin nicht perfekt funktioniert. Nehmen Sie aber zur Kenntnis, dass wir damit immer noch – ich beziehe mich auf das Jahr 2014 – dreimal mehr Asylverfahren abgeben können, als wir übernehmen müssen, dreimal mehr! Man kann doch, wenn in einem Neunfamilienhaus mit neun Mietwohnungen ein oder zwei Mieter nicht bezahlen, nicht das ganze Haus räumen – das ist dumm. Dublin bringt uns unter dem Strich einfach immer noch Vorteile. Es ist klar: Wir wissen, dass Dublin teilweise nicht funktioniert; Griechenland und Italien seien hier als Stichworte erwähnt. Auch Europa hat Mühe mit dem Vollzug des Dubliner Abkommens. Für die Schweiz geht die Rechnung aber auf, wenn man hier überhaupt von «Rechnen» sprechen darf. Daher verstehe ich nicht, dass man Dublin immer wieder infrage stellt. Sie können es dann infrage stellen, wenn wir mehr Asylverfahren übernehmen müssen, als wir abgeben. Aber nochmals: Wir geben dreimal mehr ab, als wir übernehmen müssen, und zwar effektiv, also nicht nur Gesuche, sondern effektive Überstellungen.

Zu Artikel 4, Schutzbedürftige: Es wurde moniert, dass wir den Schutzbedürftigenstatus gemäss den Artikeln 4 und 66ff. des geltenden Asylgesetzes einsetzen könnten. Das können wir, das kann die Verwaltung, das kann der Bundesrat. Der Bundesrat hat die Kompetenz, Asylsuchende als Schutzbedürftige gruppenweise aufzunehmen, d. h., das ganze Asylverfahren und Tausende von Leerläufen kann man sich ersparen. Das hat mit dieser Vorlage aber rein gar nichts zu tun. Dieser Artikel 4 ist im geltenden Recht vorhanden, der Schutzbedürftigenstatus ist da. Wenn der Bundesrat und das Staatssekretariat für Migration wollen, können sie diesen Artikel anwenden. Ich persönlich würde es begrüßen.

Dann ist gesagt worden, die Vorlage enthalte keine Massnahmen zur Verbesserung des Vollzugs. Da staune ich etwas. Ich bin jetzt zwölf Jahre in der Staatspolitischen Kommission. Es ist immer wieder die gleiche Debatte. Wir sprechen seit vielen Jahren von der Beschleunigung der Verfahren, und zwar im Interesse aller: der Asylsuchenden und der Verwaltung, die überfordert oder überlastet ist, wenn die Verfahren jahrelang dauern. Vor allem aber, und das ist entscheidend, ist am Ende des Verfahrens ein Vollzug kaum mehr möglich, wenn dieses Jahre dauert. Sie wissen es: Der Bericht über Beschleunigungsmassnahmen im Asylbereich von 2011 hat aufgezeigt, dass die Verfahren wirklich jahrelang gehen. Jetzt bringen wir nach langer Zeit eine Vorlage und schlagen mit einer deutlichen Kommissionsmehrheit vor, die Verfahren wirklich massiv zu beschleunigen. Und nun sind die Leute der SVP-Fraktion dagegen. Das können ich und auch andere nicht verstehen.

Ich möchte eines betonen: Es geht nicht um einen Papiertiger. Denn diese Inhalte haben Sie hier in diesem Saal beschlossen, notabene mit Unterstützung der SVP, und das Volk hat das im Juni 2013, notabene mit Unterstützung der SVP, bestätigt, und zwar mit 78,4 Prozent Jastimmen. Es geht hier um ein Testverfahren, das jetzt ins ordentliche Recht überführt wird. Man hat getestet – wann hat man das schon einmal gemacht? Ich bin grundsätzlich nicht der Meinung, dass wir im Asylbereich immer noch mehr Gesetze brauchen, das war immer meine Doktrin, und ich spreche hier auch für die Kommission – ich weiss es, ich muss da eine Gratwanderung machen. Aber wenn man wirklich etwas erreichen will im Vollzug, muss man die Verfahren beschleunigen, damit auch die Asylsuchenden Bescheid wissen und damit der Vollzug an die Hand genommen werden kann, bevor sich die Leute nach Jahren etabliert, integriert haben, Arbeitsplätze haben und allenfalls gar Familien gegründet haben. Das ist doch im Interesse eines sauberen, rechtsstaatlich korrekten Verfahrens. Auch hier ist das für mich nicht nachvollziehbar.

Dann wurde gesagt, unsere Institutionen, unsere Ressourcen würden von falschen, unechten Flüchtlingen oder wie immer man das nennen will belastet. Das mag sein. Aber genau mit dieser Vorlage wollen wir diese Leute mit schnellen Verfahren aussortieren, eine Triage machen. Das kann man nur tun, wenn man die Verfahren überhaupt macht, um jene herauszusuchen, die das Kriterium des Flüchtlings, des Schutzbedürftigen, des Kriegsvertriebenen eben nicht erfüllen. Wie wollen Sie sonst, wenn Sie keine Beschleunigung der Verfahren erreichen, nach vielen Jahren unechte Flüchtlinge noch zurückführen, ausschaffen, wenn sich die Leute etabliert haben? Das geht nicht zusammen. Daher ist die Vorlage auch in diesem Bereich richtig. Sie basiert auf Tests. Noch etwas zu Holland: Kollege Brand, ich staune. Sie sind ja auch Mitglied dieser Kommission. Wir haben die Beschwerdequote in Holland, die gegen 100 Prozent geht, mit diesen Schnellverfahren und mit diesen sogenannten Gratisanwälten – ich sage provokativ «Gratisanwälte», weil Kollege Hans Fehr diese ja immer wieder ins Feld führt. Holland hat in der Tat eine Beschwerdequote von weit über 90 Prozent. Warum? Weil es in Holland keine aufschiebende Wirkung der Beschwerde gibt. Das heisst, Anwälte und Asylsuchende reichen in Holland auf Vorrat gleich mal die ganze Batterie von Beschwerden ein. Das ist normal. In der Schweiz gibt es aber die aufschiebende Wirkung. Ein Asyl-

suchender muss nicht ausreisen, solange sein Entscheid nicht definitiv rechtsgültig ist. Das führt dazu, dass bei uns die Beschwerdequote im Regelbetrieb, das heisst ohne diese Vorlage, im Durchschnitt bei 26 Prozent liegt – 26 Prozent, ein Viertel des Prozentsatzes in Holland! – und im Testbetrieb bei 17 Prozent. Also wenn das kein Erfolg ist! Es könnten auch 30, 40 Prozent sein, es wäre immer noch wesentlich besser als in Holland. Daher kann ich nicht nachvollziehen, warum man gerade Holland noch als schlechtes Beispiel ins Feld führt. Man muss schon auch die Details betrachten, und ich erwarte auch von Kommissionsmitgliedern, dass sie entsprechend kommunizieren.

Noch etwas zu Artikel 55 zu den Ausnahmesituationen: Einmal abgesehen davon, dass dieser Artikel 55 wirklich nur für Notfälle gemacht ist und wir einen solchen Notfall nicht haben, ist das Staatssekretariat für Migration immer noch in der Lage, rechtsstaatlich saubere Verfahren korrekt durchzuführen. Sie sehen dort hinten auf der Bank den Chef des Staatssekretariates für Migration. Ich habe noch keine Hilferufe aus dieser Ecke gehört. Das heisst, dass Artikel 55 einmal grundsätzlich nicht anwendbar ist. Aber selbst wenn er es wäre, selbst wenn Frau Bundespräsidentin Sommaruga den Antrag stellen würde: «Ja, Notfall, Hilfe usw., Artikel 55 muss konsultiert werden», was würden wir dabei gewinnen? Nichts, einfach nichts. In diesem Artikel steht, dass die Rechtsstellung der Flüchtlinge eingeschränkt werden kann. Besondere Verfahrensbestimmungen können postuliert werden. Ja bitte, was wollen Sie denn mit besonderen Verfahrensbestimmungen? Die Verfahren noch mehr verkürzen, nachdem wir schon Fristen haben, die kaum ausreichen, um irgendein Blatt auszufüllen? Die Fristen sind brutal und massiv verkürzt worden. Was wollen Sie denn, wenn hier steht, dass Asyl auch nur vorübergehend gewährt werden kann, bis die Augenommenen weiterreisen können? Ich spreche von diesem im Rückweisungsantrag angerufenen Artikel 55. Er taugt nichts, er würde die Situation nicht verbessern, weil die Leute hier sind.

Ich bitte Sie aus all diesen Gründen, insbesondere aus den Gründen, die jetzt auch in der Eintretensdebatte genannt worden sind und die Bestimmungen betreffen, die von der Kommission deutlich beschlossen worden sind, einzutreten und die Rückweisung abzulehnen.

**Rime Jean-François (V, FR):** Monsieur Müller, j'ai l'impression que vous mélangez un peu votre rôle de président de parti avec celui de rapporteur. Mais ma question ne concerne pas cela. Les déclarations que vous faites aujourd'hui ne sont-elles pas un peu en contradiction avec les éléments que vous avez choisis pour bâtir toute votre carrière politique? Est-ce bien vous qui avez lancé l'initiative des 18 pour cent d'étrangers? Or aujourd'hui, nous en sommes à 23 ou 24 pour cent.

**Müller Philipp (RL, AG),** für die Kommission: Herr Rime, wir haben in der Diskussion in der Kommission alle diese Aspekte, die ich erwähnt habe, diskutiert. Es ist meine Aufgabe, die Diskussion in der Kommission hier wiederzugeben. Die 18-Prozent-Initiative bezog sich aber nicht auf Asylsuchende, und hier geht es ja um Asylsuchende. Lesen Sie den Titel der Vorlage, dann wissen Sie das. Bei der 18-Prozent-Initiative ging es um die ständige ausländische Wohnbevölkerung. Das Gegenprojekt zu dieser Initiative war das Ausländergesetz, das seit dem 1. Januar 2008 in Kraft ist. Es ist ein erfolgreiches Gesetz – das wäre es, wenn man es korrekt anwenden würde; das ist eine persönliche Bemerkung, weil Sie mir eine persönliche Frage gestellt haben.

**Mörgeli Christoph (V, ZH):** Herr Kollege Müller, Sie haben sich geradezu euphorisch zu Dublin geäußert – euphorischer fast als alle europäischen Staatsführer. Wie erklären Sie es sich denn, dass ich der «Neuen Luzerner Zeitung» von damals, als wir Dublin einführten, entnehmen kann: «Philipp Müller bezeichnet sich als definitiv unabhängig und belegt dies auch mit seinem persönlichen Nein zu Schen-

gen/Dublin»? Was hat Ihren erstaunlichen Meinungswechsel herbeigeführt?

**Müller Philipp (RL, AG),** für die Kommission: Herr Mörgeli, Sie müssten eigentlich wissen, dass wir hier von Dublin sprechen, und Sie müssten auch wissen, dass Schengen ein anderes Dossier ist. Ich gehe davon aus, dass Sie das wissen und Ihre Frage damit überflüssig ist.

**Le président (Rossini Stéphane, président):** Je souhaite un excellent anniversaire à nos collègues Valérie Piller Carrard et Luzi Stamm! (*Applaudissements*)

Nous votons sur la proposition de non-entrée en matière de la minorité Fehr Hans.

*Abstimmung – Vote*

(*namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.063/12 267*)

Für Eintreten ... 135 Stimmen

Dagegen ... 52 Stimmen

(0 Enthaltungen)

**Le président (Rossini Stéphane, président):** Nous votons maintenant sur la proposition de renvoi de la minorité Brand.

*Abstimmung – Vote*

(*namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.063/12 268*)

Für den Antrag der Minderheit ... 52 Stimmen

Dagegen ... 135 Stimmen

(0 Enthaltungen)

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen*

*Le débat sur cet objet est interrompu*

15.9001

## Mitteilungen des Präsidenten

### Communications du président

**Le président (Rossini Stéphane, président):** J'ai le plaisir de saluer la présence, à la tribune diplomatique, de Monsieur Mars Di Bartolomeo, président de la Chambre des députés du Grand-Duché de Luxembourg. Monsieur Di Bartolomeo est accompagné par Madame Simone Beissel, vice-présidente de la Chambre des députés, ainsi que par les députés Alex Bodry et Marc Angel. Je salue également Monsieur le secrétaire général Claude Frieseisen et Son Excellence Marc Thill, ambassadeur du Luxembourg en Suisse.

J'ai eu le plaisir de m'entretenir avec la délégation luxembourgeoise ce matin. La délégation aura également des entretiens avec le président du Conseil des Etats, la première vice-présidente du Conseil national, des membres des Commissions de politique extérieure, le conseiller fédéral Alain Berset et avec la chancelière de la Confédération.

Cette visite de réciprocité fait suite au voyage que Monsieur Jean-René Germanier, ancien président de notre conseil, avait effectué au Luxembourg en février 2011.

La Suisse et le Luxembourg entretiennent d'excellentes relations qui, dans de nombreux domaines, sont fortement conditionnées par les rapports de notre pays avec l'Union européenne. Le Luxembourg préside l'Union européenne pendant ce deuxième semestre 2015.

Nous souhaitons à Monsieur le président Di Bartolomeo et à sa délégation la plus cordiale bienvenue au Parlement ainsi qu'un séjour fructueux et agréable dans notre pays. (*Applaudissements*)